

ODDO BHF US MID CAP

Fonds commun de placement de droit français.
12, boulevard de la Madeleine 75009 Paris

PROSPECTUS

ODDO BHF US MID CAP

PROSPECTUS

CARACTERISTIQUES GENERALES

FORME JURIDIQUE

Dénomination ODDO BHF US MID CAP, ci-après le « **Fonds** ».

Forme juridique et Etat membre dans lequel le Fonds a été constitué Fonds Commun de Placement de droit français.

Date de création et durée d'existence prévue Ce Fonds a été agréé par l'Autorité des Marchés Financiers (« **AMF** ») le 10 septembre 2002. Il a été créé le 11 octobre 2002 pour une durée de 99 ans.

Synthèse de l'offre :

Catégories de Parts	Code ISIN	Affectation des sommes distribuables	Devise de Libellé	Valeur initiale	Montant minimal de souscription initiale	Montant minimal de souscription ultérieure	Souscripteurs concernés
CR-EUR	FR0000988669	Capitalisation	Euro	100 euros	1 millième de part	1 millième de part	Tous souscripteurs, plus particulièrement les personnes physiques
CR-USD	FR0010680538	Capitalisation	Dollar	100 dollars	1 millième de part	1 millième de part	Tous souscripteurs, plus particulièrement les personnes physiques
GC-EUR	FR0011606326	Capitalisation	Euro	100 euros	1 millième de part	1 millième de part	Les parts GC-EUR sont réservées aux (i) compagnies d'assurance agréées par ODDO BHF Asset Management SAS, en représentation des unités de compte souscrites dans le cadre de « l'option conseillée » des contrats de leur gamme et aux (ii) clients de ODDO BHF SCA ayant par ailleurs conclu une convention de conseil avec un conseiller en investissement financier partenaire de ODDO BHF SCA.
CI-EUR [H]**	FR0013245784	Capitalisation	Euro	1000 euros*	1 millième de part	1 millième de part	Parts réservées aux contreparties éligibles et aux investisseurs professionnels au sens de la Directive 2014/65/UE (dite « MIF 2 »).
CN-EUR	FR0013279981	Capitalisation	Euro	100 euros	1 millième de part	1 millième de part	Les parts CN sont disponibles uniquement sur décision de la Société de Gestion et ne donneront droit à aucune rétrocession. Les parts sont réservées aux (i) investisseurs souscrivant via un intermédiaire fournissant le service de conseil en investissement de manière indépendante conformément à la Directive MIF 2 ; (ii) investisseurs souscrivant via un intermédiaire financier sur la base d'un accord d'honoraires conclu entre l'investisseur et l'intermédiaire, mentionnant que l'intermédiaire est rémunéré exclusivement par l'investisseur ; (iii)

							sociétés fournissant le service de gestion de portefeuille pour le compte de tiers conformément à la Directive MIF 2 ; (iv) OPC gérés par les sociétés du Groupe ODDO BHF et (v) ODDO BHF SCA fournissant le service de conseil en investissement sur la base d'un accord d'honoraires écrit conclu avec l'investisseur.
CN-USD	FR0013301660	Capitalisation	Dollar	100 dollars	1 millième de part	1 millième de part	Les parts CN sont disponibles uniquement sur décision de la Société de Gestion et ne donneront droit à aucune rétrocession. Les parts sont réservées aux (i) investisseurs souscrivant via un intermédiaire fournissant le service de conseil en investissement de manière indépendante conformément à la Directive MIF 2 ; (ii) investisseurs souscrivant via un intermédiaire financier sur la base d'un accord d'honoraires conclu entre l'investisseur et l'intermédiaire, mentionnant que l'intermédiaire est rémunéré exclusivement par l'investisseur ; (iii) sociétés fournissant le service de gestion de portefeuille pour le compte de tiers conformément à la Directive MIF 2 ; (iv) OPC gérés par les sociétés du Groupe ODDO BHF et (v) ODDO BHF SCA fournissant le service de conseil en investissement sur la base d'un accord d'honoraires écrit conclu avec l'investisseur.
CN-CHF [H]***	FR0013514221	Capitalisation	Franc Suisse	100 Francs Suisse	1 millième de part	1 millième de part	Les parts CN-CHF [H] sont disponibles uniquement sur décision de la Société de Gestion et ne donneront droit à aucune rétrocession. Les parts sont réservées aux (i) investisseurs souscrivant via un intermédiaire fournissant le service de conseil en investissement de manière indépendante conformément à la Directive MIF 2 ; (ii) investisseurs souscrivant via un intermédiaire financier sur la base d'un accord d'honoraires conclu entre l'investisseur et l'intermédiaire, mentionnant que l'intermédiaire est rémunéré exclusivement par l'investisseur ; (iii) sociétés fournissant le service de gestion de portefeuille pour le compte de tiers conformément à la Directive MIF 2 ; (iv) OPC gérés par les sociétés du Groupe ODDO BHF ; (v) ODDO BHF SCA fournissant le service de conseil en investissement sur la base d'un accord d'honoraires écrit conclu avec l'investisseur et (vi) compagnies d'assurance approuvées par ODDO BHF Asset Management SAS.

* A l'exception de la Société de Gestion ou les sociétés du groupe de la Société de Gestion et des OPC et mandats gérés par la Société de Gestion, pour lesquels aucun minimum de souscription n'est requis.

** La part CI-EUR [H] est couverte contre le risque de change US Dollar/Euro dû aux investissements en US Dollar afin de limiter les variations de performances par rapport à une part en US Dollar, avec toutefois un risque de change résiduel de 3% maximum.

*** La part CN-CHF [H] est couverte contre le risque de change US Dollar/Franc Suisse dû aux investissements en US Dollar afin de limiter les variations de performances par rapport à une part en US Dollar, avec toutefois un risque de change résiduel de 3% maximum.

INFORMATION DES PORTEURS :

Indication du lieu où l'on peut se procurer le dernier rapport annuel et le dernier état périodique :

Les derniers documents annuels et périodiques sont adressés dans un délai de huit jours ouvrés sur simple demande écrite du porteur auprès de :

Société	ODDO BHF ASSET MANAGEMENT SAS
Adresse	12, Bd de la Madeleine – 75009 Paris
E-mail	information_oam@oddo-bhf.com

Ces documents sont également disponibles :

Sur le site Internet	http://am.oddo-bhf.com
En contactant	Service Clients
Au numéro de téléphone	01 44 51 80 28

Des informations supplémentaires peuvent être obtenues auprès du Service Clients, Tél. : 01 44 51 80 28.

Les Acteurs :

Société de Gestion	ODDO BHF Asset Management SAS, Société par Actions Simplifiée (ci-après la « Société de Gestion ») 12, Bd de la Madeleine - 75009 Paris Société de Gestion de Portefeuille agréée par l'AMF sous le n° GP 99011
---------------------------	--

Gestionnaire financier par délégation	WELLINGTON Management Company, LLP 75, State Street BOSTON MASSACHUSETTS - USA
--	--

Dépositaire, Conservateur, établissement en charge de la tenue du passif par délégation de la Société de Gestion	ODDO BHF SCA, Société en Commandite par Actions (ci-dessous le « Dépositaire ») 12, Bd de la Madeleine - 75009 Paris Banque agréée par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution
---	--

ODDO BHF SCA assure les fonctions de dépositaire du Fonds.

Les fonctions du Dépositaire recouvrent les missions, telles que définies par la réglementation applicable, de la garde des actifs détenus en portefeuille, de contrôle des décisions de la Société de Gestion et de suivi des flux de liquidité du Fonds.

Le Dépositaire est également chargé, par délégation de la Société de Gestion, de la tenue du passif du Fonds, qui recouvre la centralisation des ordres de souscription et de rachat des parts du Fonds ainsi que la tenue du compte émission des parts du Fonds.

Dans certains pays, le Dépositaire délègue la fonction de conservation des actifs. La description des fonctions de garde déléguées, la liste des délégataires et sous-délégataires du Dépositaire et l'information relative aux conflits d'intérêt susceptibles de résulter de ces délégations sont disponibles sur le site internet de la Société de Gestion : <http://am.oddo-bhf.com>. Des informations actualisées sont mises à disposition des investisseurs sur demande auprès de la Société de Gestion.

Le Dépositaire est indépendant de la Société de Gestion.

Gestionnaire administratif et comptable par délégation	BNP PARIBAS S.A. 16, Boulevard des Italiens 75009 Paris
---	---

BNP PARIBAS S.A. a pour mission de calculer la valeur liquidative du Fonds et de fournir d'autres prestations listées dans la convention. Les conflits d'intérêts qui pourraient découler de cette délégation sont traités dans la politique de gestion des conflits d'intérêts disponible sur le site internet de la Société de Gestion, <http://am.oddo-bhf.com>

Conservateur par délégation	BNP PARIBAS S.A. 16, Boulevard des Italiens - 75009 Paris
Commissaire aux comptes	Deloitte et Associés 6 place de la Pyramide - 92908 Paris-La Défense Cedex Représenté par M. Jean-Marc Lecat
Commercialisateur	ODDO BHF Asset Management SAS 12, Bd de la Madeleine 75009 Paris Société de Gestion de Portefeuille agréée par l'AMF sous le n° GP 99011 La liste des commercialisateurs n'est pas exhaustive dans la mesure où, notamment, le Fonds est admis à la circulation Euroclear. Ainsi, certains commercialisateurs peuvent ne pas être mandatés ou connus de la Société de Gestion.
Déléataires	Néant
Conseillers	Néant
Etablissement en charge de la réception des ordres de souscription et de rachat sur délégation de la Société de Gestion	ODDO BHF SCA, Société en Commandite par Actions Banque agréée par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution 12, Bd de la Madeleine – 75009 Paris

MODALITES DE FONCTIONNEMENT ET DE GESTION

I. CARACTERISTIQUES GENERALES DES PARTS :

Droit attaché aux parts	Les droits des copropriétaires du Fonds sont exprimés en parts, chaque part correspondant à une même fraction de l'actif du Fonds. Chaque porteur de part dispose d'un droit de copropriété sur les actifs du Fonds proportionnel au nombre de parts possédées. Les sommes distribuables sont : 1° Le résultat net de l'exercice augmenté des reports à nouveau et majoré ou diminué du solde des comptes de régularisation des revenus afférents à l'exercice clos. 2° Les plus-values réalisées, nettes de frais, diminuées des moins-values réalisées, nettes de frais, constatées au cours de l'exercice, augmentées des plus-values nettes de même nature constatées au cours d'exercices antérieurs n'ayant pas fait l'objet d'une distribution ou d'une capitalisation et diminuées ou augmentées du solde du compte de régularisation des plus-values. Les sommes mentionnées aux 1° et 2° peuvent être distribuées, en tout ou partie, indépendamment l'une de l'autre.
Inscription à un registre	La tenue du passif est assurée par le Dépositaire par délégation de la Société de Gestion.
Droits de vote	Aucun droit de vote n'est attaché aux parts, les décisions étant prises par la Société de Gestion. Les droits de vote attachés aux titres détenus par le Fonds sont exercés par la Société de Gestion, laquelle est seule habilitée à prendre les décisions conformément à la réglementation en vigueur. La politique de vote de la Société de Gestion peut être consultée au siège de la Société de Gestion et sur le site Internet http://am.oddo-bhf.com , conformément à l'article 314-100 du Règlement Général de l'AMF. Le rapport relatif à l'exercice des droits de vote par la Société de Gestion est tenu à disposition des porteurs auprès de la Société de Gestion.
Forme des parts	Circulation en Euroclear France Les parts sont émises au porteur. Elles ne peuvent être émises ou mises au nominatif pur.
Décimalisation	Souscription ou rachat en millièmes de parts exclusivement (les souscriptions et rachats ne peuvent pas être effectués en montants)
Date de clôture de l'exercice	Le dernier jour de bourse du mois de décembre.

Régime fiscal

Le Fonds peut servir de support aux contrats d'assurance-vie.

A compter du 1er juillet 2014, le Fonds est régi par les dispositions de l'annexe II, point II. B. de l'Accord (IGA) signé le 14 novembre 2013 entre le gouvernement de la République Française et le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique en vue d'améliorer le respect des obligations fiscales à l'échelle internationale et de mettre en œuvre la loi relative au respect de ces obligations concernant les comptes étrangers (Dite loi FATCA).

Le présent prospectus n'a pas vocation à résumer les conséquences fiscales attachées, pour chaque investisseur, à la souscription, au rachat, à la détention ou à la cession de part(s) du Fonds. Ces conséquences varieront en fonction des lois et des usages en vigueur dans le pays de résidence, de domicile ou de constitution du porteur de part(s) ainsi qu'en fonction de sa situation personnelle.

A l'étranger, dans les pays où le Fonds investit, les plus-values de cession mobilières réalisées et les revenus de source étrangère perçus par le Fonds peuvent être soumis à une imposition, généralement sous forme de retenues à la source. L'imposition de retenues à la source peut être réduite ou supprimée lorsque les Etats concernés ont signé des conventions fiscales.

Selon votre régime fiscal, votre pays de résidence, ou la juridiction à partir de laquelle vous investissez dans ce Fonds, les plus-values et revenus éventuels liés à la détention de parts du Fonds peuvent être soumis à taxation. Nous vous conseillons de consulter un conseiller fiscal sur les conséquences possibles de l'achat, de la détention, de la vente ou du rachat des parts du Fonds d'après les lois de votre pays de résidence fiscale, de résidence ordinaire ou de votre domicile.

La Société de Gestion et les commercialisateurs n'assument aucune responsabilité, à quelque titre que ce soit, eu égard aux conséquences fiscales qui pourraient résulter pour tout investisseur d'une décision d'achat, de détention, de vente ou de rachat des parts du Fonds.

Rachat de part suivi d'une souscription

Le Fonds étant constitué de plusieurs catégories de parts, le passage d'une catégorie de parts à une autre par un rachat suivi d'une souscription à une autre catégorie de parts constitue fiscalement une cession à titre onéreux susceptible de dégager une plus-value imposable.

II. DISPOSITIONS PARTICULIERES :

Code ISIN

Part CR-EUR : FR0000988669
Part CR-USD : FR0010680538
Part GC-EUR : FR0011606326
Part CI-EUR [H] : FR0013245784
Part CN-EUR : FR0013279981
Part CN-USD : FR0013301660
Part CN-CHF [H] : FR0013514221

Classification

OPCVM « Actions internationales ».

L'exposition action maximale du Fonds sera en permanence supérieure à 70% en actions de sociétés dont le siège social est situé en Amérique du Nord (USA et Canada).

Indicateur de référence

L'indicateur de référence S&P MID CAP 400® procure aux investisseurs un indice de référence pour les entreprises de taille moyenne. L'indice couvre plus de 7% du marché des actions U.S, et cherche à rester un indicateur précis de la situation des entreprises de taille moyenne, en reflétant les caractéristiques de risques et rendements d'un large univers de moyennes capitalisations de façon permanente.

L'indicateur de référence est disponible sur le site de Standard & Poor's à l'adresse suivante : <http://us.spindices.com/indices/equity/sp-400>. La performance de l'indicateur inclut les dividendes détachés par les actions qui composent l'indicateur.

L'attention du souscripteur est attirée sur le fait que l'indicateur de référence ne constitue pas une limitation de l'univers d'investissement du Fonds. Il permet à l'investisseur d'apprécier le profil de risque du Fonds. La performance et la composition du portefeuille du Fonds pourront s'éloigner sensiblement de celle de son indicateur de référence.

Objectif de gestion L'objectif de gestion consiste à surperformer l'indice de référence S&P MID CAP 400 (converti en euro) sur la période d'investissement conseillée de 5 ans ou plus.

Stratégie d'investissement Le Fonds est géré de façon discrétionnaire et s'appuie sur le processus d'investissement élaboré par le gestionnaire financier par délégation :

- Le processus repose sur une gestion active basée sur le stock picking. Le gérant investit principalement dans des sociétés de moyennes capitalisations ayant déjà fait leurs preuves mais sous évaluées par le marché et qui détiennent un fort potentiel de croissance à moyen terme.
- Les sociétés de capitalisations moyennes (comprises entre 2 et 15 milliards de dollars) représenteront un minimum de 60% de l'actif net du Fonds. A titre accessoire, dans la limite de 10% maximum, le Fonds pourra investir dans des sociétés de capitalisations inférieures à 2 milliards de dollars.
- L'univers d'investissement est composé principalement des marchés d'actions d'Amérique du nord (Etats-Unis et Canada) et accessoirement des marchés d'actions de pays hors OCDE (pays émergents).
- Le processus d'investissement comporte cinq étapes :

Première étape : exclusions sectorielles.

Il s'agit d'appliquer des exclusions strictes à l'égard des entreprises qui ne respectent pas le Pacte mondial des Nations unies, ainsi que des exclusions sectorielles pour les mines de charbon, la production d'électricité à partir du charbon et les projets de développement ou les infrastructures liées au charbon, les armes non conventionnelles (armes chimiques, mines antipersonnel et bombes à fragmentation), le tabac, la production et le traitement non conventionnels du pétrole et du gaz, l'exploitation et la production dans la région arctique, les entreprises actives dans l'industrie de l'huile de palme qui contreviennent aux principes de durabilité et les entreprises qui ont été impliquées dans des manquements graves et des controverses sur le plan environnemental. Des détails concernant la Politique d'exclusion de la Société de gestion, et notamment des informations supplémentaires sur l'intégration ESG et les seuils d'exclusion, figurent sur le site « am.oddo-bhf.com ». Si le Fonds était investi dans une entreprise qui se trouve ensuite exclue de l'univers d'investissement, alors un désinvestissement total est opéré dans les quinze jours ouvrés suivant la décision d'exclusion.

Deuxième étape : le gérant filtre l'univers sur la base d'indicateurs de performance économique et financière.

Le gérant privilégie les entreprises en mesure de dégager, sur la moyenne d'un cycle, une Rentabilité des Capitaux Engagés supérieure à la moyenne de la profession et une Capacité d'Autofinancement Disponible positive.

Troisième étape : l'analyse fondamentale, visites de sociétés. L'analyse fondamentale des valeurs vise à vérifier que les éléments fondamentaux qui sous-tendent la rentabilité financière de l'entreprise seront préservés, voire améliorés ou retrouvés, dans les années à venir.

Les visites sociétés : le gérant s'attachera à valider la pertinence et la cohérence de la stratégie de l'entreprise, l'évolution prévisible de l'univers de l'entreprise et les facteurs de sensibilité du titre à l'environnement macroéconomique ou à toute autre thématique pouvant affecter les fondamentaux de l'entreprise.

Des critères ESG (Environnement, Social et Gouvernance) seront notamment pris en compte par les gérants si cela s'avère être pertinent compte tenu de la société analysée. Les notations ESG associent des indicateurs environnementaux (tels que l'efficacité énergétique, les émissions de carbone et les polluants, les emballages durables et les déchets dangereux), sociaux (tels que les relations de travail, la sécurité des produits et la gestion de la chaîne d'approvisionnement) et de gouvernance (tels que la corruption, la diversité du conseil d'administration, la rémunération des dirigeants, la structure de propriété et les droits des actionnaires) en un point de données unique, qui permet d'évaluer les activités et les attributs ESG des sociétés émettrices. Les notations découlent d'analyses externes et internes, incluant un dialogue avec l'entreprise. Elles peuvent également être générées à partir de processus systématiques

qui fournissent une évaluation relative du profil ESG d'un émetteur par rapport à ses pairs, ou à partir d'une analyse fondamentale réalisée par l'équipe ESG dédiée du gérant.

Les notations ESG sont attribuées sur une échelle de 1 à 5, grâce à une approche « best-in-class ». La meilleure note est 1 ; cette note signifie que l'entreprise est un leader parmi ses pairs en matière de gestion des risques E, S ou G significatifs ou d'intégration des facteurs ESG dans ses pratiques. La plus mauvaise note est 5 ; cette note signifie que l'entreprise est probablement à la traîne par rapport à ses pairs dans la gestion de certains risques E, S ou G significatifs ou l'intégration des facteurs ESG dans ses pratiques. Les émetteurs se voient attribuer des notes individuelles E, S et G, ainsi qu'une note ESG globale.

L'importance des divers facteurs ESG est susceptible de varier en fonction des secteurs ou des entreprises spécifiques. La possibilité de dialoguer directement avec la direction et les membres du conseil d'administration d'un émetteur peut offrir une perspective affinée ou un aperçu différencié des enjeux ESG significatifs.

Si tous les émetteurs détenus par le Fonds ne bénéficient pas d'une notation ESG, le gérant veillera à ce que ce soit le cas pour au moins 75% des positions du Fonds. Actuellement, les émetteurs peuvent ne pas être notés par le gérant si (1) un ou plusieurs des éléments fournis par des tiers dans le processus de notation ne couvrent pas l'émetteur, ou si (2) il s'avère compliqué d'identifier avec certitude la société mère de l'émetteur des titres considérés. Les notations ESG correspondent à des appréciations exclusives du gérant, et d'autres sociétés d'investissement ou fournisseurs de données peuvent avoir des opinions différentes.

Le gérant évalue les pratiques de gouvernance des entreprises du portefeuille conformément à la Politique globale d'évaluation de la gouvernance de Wellington Management Group, sur laquelle vous trouverez de plus amples informations ici : www.wellingtonmanagement.com/sfdr.

Quatrième étape : La valorisation. Les sociétés sont valorisées par deux méthodes : les comparables boursiers (PER, rendement, VE/CA, VE/REX...) et une Actualisation des Flux Disponibles (DCF) sur la base de deux scénarii optimiste / pessimiste. Ces valorisations détermineront les seuils d'intervention, à l'achat comme à la vente.

Cinquième étape : construction du portefeuille et évaluation de l'intensité carbone moyenne pondérée (ICMP). Les émissions du périmètre 1 couvrent les émissions directes des sources possédées ou contrôlées. Les émissions du périmètre 2 couvrent les émissions indirectes provenant de la production d'électricité achetée, ou de la vapeur, du chauffage et de la climatisation consommés par la société déclarante. L'intensité carbone peut être calculée en divisant les émissions de CO2 des périmètres 1 et 2 par le chiffre d'affaires des entreprises détenues par le Fonds.

Au terme d'un processus strictement « bottom-up », les gérants comparent l'allocation sectorielle et l'empreinte carbone (mesurée en intensité carbone moyenne pondérée) du portefeuille à celles de l'indice de référence dénommé MSCI US MID CAP. Le gestionnaire veillera à ce que l'évaluation de l'empreinte carbone (mesurée en intensité carbone moyenne pondérée) couvre au moins 90 % du portefeuille. Les gérants s'assurent que la diversification thématique et sectorielle du portefeuille permet d'éviter une erreur de suivi trop importante et que le portefeuille maintient une empreinte carbone (mesurée en intensité carbone moyenne pondérée) inférieure d'au moins 25% à celle de l'indice de référence dénommé MSCI US MID CAP. Seules les émissions des périmètres 1 et 2 sont prises en compte.

Si cet engagement n'est pas respecté en raison d'une augmentation ou d'une diminution de la valeur des actifs détenus par le Fonds due aux forces ou aux mouvements du marché, ou à l'exercice de droits de souscription au sein du Fonds, l'équipe de gestion s'efforcera d'y remédier dès que possible – sous 15 jours ouvrés dans des circonstances normales.

L'équipe de gestion tient compte de critères ESG (environnement, social et gouvernance) dans les décisions d'investissements mais de façon non prépondérante, les décisions d'investissement prises peuvent donc ne pas être conformes aux critères ESG.

L'exposition maximale du Fonds aux instruments (actions, titres de créances, OPC et dérivés) est limitée à 105 % de l'actif net du Fonds, étant précisé que l'exposition maximale est la somme des expositions nettes à chacun des marchés (action, taux, monétaire) auxquels le fonds est exposé (somme des positions à l'achat et des positions en couverture).

Le Fonds est un produit financier qui promeut les facteurs environnementaux et sociaux définis à l'article 8 (1) du règlement (UE) 2019/2088 du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations relatives à la durabilité dans le secteur des services financiers (« SFDR »), et dont la politique ESG (Environnementale et/ou Sociale et/ou de Gouvernance) est présentée ci-après. Toutefois, le Fonds n'a pas pour objectif l'investissement durable tel que défini à l'article 9 du SFDR. Le Fonds est dès lors soumis aux risques de durabilité détaillés ci-dessous.

La Taxonomie de l'Union européenne (Règlement (UE) 2020/852) a pour objectif d'identifier les activités économiques considérées comme durables sur le plan environnemental.

La Taxonomie détermine ces activités en fonction de leur contribution à six grands objectifs environnementaux :

- l'atténuation du changement climatique ;
- l'adaptation au changement climatique ;
- l'exploitation durable et la protection des ressources hydrologiques et marines ;
- la transition vers une économie circulaire (réduction et recyclage des déchets) ;
- la prévention et le contrôle de la pollution ;
- la protection et la restauration de la biodiversité et des écosystèmes.

Afin d'être considérée comme durable, une activité économique doit démontrer qu'elle contribue de manière significative à l'atteinte d'un ou plusieurs des six objectifs, sans porter préjudice à l'un quelconque des autres objectifs (principe d'innocuité ou « DNSH » pour « Do No Significant Harm »).

Afin qu'une activité soit considérée comme compatible avec la Taxonomie, elle doit également respecter les droits humains et sociaux garantis par le droit international (les garanties sociales minimales).

Etant donné que le Fonds investit dans des entreprises américaines, le gérant n'envisage pas d'investir dans des activités compatibles avec la Taxonomie dans les domaines suivants :

- l'atténuation du changement climatique, ou
- l'adaptation au changement climatique.

En effet, les entreprises américaines ne sont pas tenues de communiquer leur alignement sur la Taxonomie de l'Union européenne.

Le principe d'innocuité (« Do No Significant Harm ») ne s'applique qu'aux investissements sous-jacents du produit financier qui tiennent compte des critères de l'UE en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.

La part restante des investissements sous-jacents de ce produit financier ne tient pas compte de ces critères.

Composition des actifs

1 - Actifs (hors dérivés intégrés)

• **Actions :**

L'exposition action maximale du Fonds sera en permanence supérieure à 70% en actions de sociétés dont le siège social est situé en Amérique du nord (USA et Canada). Le gérant se réserve la possibilité de sélectionner des valeurs de l'univers d'investissement autres que celles de l'indice de référence. Le gérant investira au minimum 60% de l'actif net du Fonds dans des valeurs de moyennes capitalisations (comprises entre 2 et 15 milliards de dollars). A titre accessoire, dans la limite de 10% maximum, le Fonds pourra investir dans des sociétés de capitalisations inférieures à 2 milliards de dollars.

Le Fonds pourra investir à hauteur de 5% maximum en actions de sociétés dont le siège social est situé hors OCDE (pays émergents).

L'exposition maximale aux marchés actions ne pourra pas dépasser 105 % de l'actif. Le Fonds a toutefois vocation à se limiter à 100 %, le seuil de 105 % ne sera utilisé que de manière temporaire et sur une courte durée.

• **Titres de créance et instruments du marché monétaire :**

Le Fonds pourra être investi jusqu'à 30% de l'actif en titres de créances à taux fixe, variable ou révisable (référéncés au taux du marché obligataire ou monétaire) dans un but d'optimisation de la gestion de trésorerie. Ces titres de créances seront libellés en euro, émis par des Etats et entreprises publiques ou établissement de crédit de la zone euro, de notation supérieure à AA (S&P ou équivalent, ou via une notation interne à la Société de Gestion).

La Société de Gestion ne recourt pas exclusivement et mécaniquement aux notations émises par les agences de notation et met en œuvre sa propre analyse interne.

En cas de dégradation de notation, l'appréciation des contraintes de notation prendra en compte l'intérêt des porteurs, les conditions de marché et la propre analyse de la Société de Gestion sur la notation de ces produits de taux.

- **Actions ou parts d'OPC :**

Le Fonds peut être investi à hauteur de 10 % en parts ou actions :

- d'OPCVM de droit français ou étranger qui ne peuvent investir plus de 10 % de leur actif en parts ou actions d'autres OPCVM, FIA ou fonds d'investissement
- de FIA de droit français ou de FIA établis dans d'autres Etats membres de l'UE
- de fonds d'investissement constitués sur le fondement d'un droit étranger

Les parts ou actions de ces FIA ou fonds d'investissement doivent répondre aux quatre critères de l'article R214-13 du Code monétaire et financier ; à savoir (i) surveillance équivalente à celle applicable aux OPCVM et coopération entre l'AMF et l'autorité de surveillance du FIA (ii) niveau de protection des porteurs équivalent à celui des OPCVM, (iii) leur activité doit faire l'objet de rapports semestriels et annuels détaillés et (iv) ne peuvent détenir eux-mêmes plus de 10% de leur actif dans des parts ou actions d'autres OPCVM, FIA ou fonds d'investissement étrangers.

Ces OPC pourront être gérés par ODDO BHF Asset Management SAS et/ ou ODDO BHF Asset Management GmbH, et seront compatibles avec la stratégie d'investissement du Fonds.

2 - Instruments financiers à terme ferme ou conditionnel

Le Fonds pourra intervenir sur tous instruments financiers à terme ferme ou conditionnel négociés sur des marchés réglementés, organisés ou de gré à gré français et étrangers. Les interventions du Fonds pourront se faire soit en couverture des risques « action » et « change », soit en vue d'exposer le portefeuille à des actions, des secteurs d'activité ou des indices de marchés, sans recherche de surexposition (l'exposition maximale aux marchés actions pouvant, cependant, atteindre 105% de l'actif net du Fonds de manière temporaire et sur une courte durée), dans le but d'atteindre l'objectif de gestion affiché.

Les instruments utilisés seront des futures, swaps de change, change à terme.

Le Fonds n'aura pas recours aux Total Return Swaps.

3- Titres intégrant des dérivés

Le Fonds pourra détenir accessoirement des obligations convertibles et bons de souscription dans un but d'exposition au risque action. Ces instruments seront détenus sans recherche de surexposition (l'exposition maximale aux marchés actions pouvant, cependant, atteindre 105% de l'actif net du Fonds de manière temporaire et sur une courte durée).

4-Dépôts :

Le Fonds pourra effectuer des dépôts pour la rémunération de la trésorerie dans la limite de 10 % de son actif net.

Utilisés dans le cadre de la gestion des disponibilités quotidiennes du Fonds, ils contribueront à la réalisation de l'objectif de gestion à hauteur de leur niveau de rémunération.

5-Emprunts d'espèces :

Le Fonds pourra recourir aux emprunts d'espèces à hauteur de 10 % de son actif net afin de faire face à un décalage temporaire entre les flux d'achats et de ventes de titres émis sur le marché ou à des flux de rachats importants ;

6- Opérations d'acquisition et cession temporaires de titres

Le Fonds peut recourir dans un but de gestion de la trésorerie et d'optimisation des revenus du Fonds aux prises en pension.

Les opérations éventuelles d'acquisitions ou cessions temporaires de titres seront toutes réalisées dans des conditions de marché et dans la limite de 100% maximum de l'actif net du Fonds.

La proportion attendue d'actifs sous gestion qui feront l'objet de telles opérations sera de 80%.

Ces opérations seront réalisées sur les actions, actions ou parts d'OPC et titres de créance et instruments du marché monétaire mentionnés dans la rubrique "Actifs (hors dérivés intégrés)".

Dans le cadre de ces opérations, le Fonds peut recevoir/octroyer des garanties financières (collatéral) dont le fonctionnement et les caractéristiques sont présentés dans la rubrique « Gestion des garanties financières ».

Les opérations d'acquisitions et cessions temporaires de titres pourront être effectuées avec ODDO BHF SCA, ou avec des établissements bancaires de l'Union européenne ou du Royaume-Uni qui seront de notation minimale de crédit de A-.

Des informations complémentaires figurent à la rubrique frais et commissions.

Pour tout renseignement complémentaire, veuillez vous reporter au rapport annuel du Fonds

7. Gestion des garanties financières

Dans le cadre de réalisation de transactions sur instruments financiers dérivés de gré à gré et d'opérations d'acquisition/cession temporaire de titres, le Fonds est amené à recevoir/octroyer des actifs financiers à titre de garantie.

Les garanties financières reçues ont pour but de réduire l'exposition du Fonds au risque de défaut d'une contrepartie. Elles seront uniquement constituées en espèces.

Par exception à ce qui précède, et uniquement dans le cadre des prises en pension, le Fonds recevra en garantie des titres obligataires classiques de notation minimum A-, et/ou des titres émis par des Etats dont la notation est au minimum de AA-. En tout état de cause, l'émission du titre reçu en garantie devra être supérieure à 100 millions d'euros et l'emprise du Fonds sur ce titre sera limitée à 10%.

Les opérations, pouvant entraîner la mise en place de garanties financières, pourront être effectuées avec un établissement de crédit de l'Union européenne ou du Royaume-Uni qui pourra appartenir au groupe ODDO BHF.

Toute garantie financière (collatéral) reçue respectera conformément à la réglementation les éléments suivants :

- les critères de liquidité, d'évaluation (au moins quotidienne et actifs n'affichant pas une haute volatilité sauf à obtenir des décotes suffisantes), de qualité de crédit des émetteurs, de corrélation indépendance par rapport à la contrepartie) et de diversification avec une exposition à un émetteur donné de maximum 20% de l'actif net,
- elle est détenue par le Dépositaire du Fonds ou tout tiers, sur un compte ségrégué, faisant l'objet d'une surveillance prudentielle et qui n'a aucun lien avec le fournisseur des garanties financières,
- les garanties financières reçues doivent pouvoir donner lieu à une pleine exécution par le Fonds à tout moment et sans consultation de la contrepartie ni approbation de celle-ci,
- les garanties financières en espèces seront uniquement placées en dépôts auprès d'entités éligible ou investies dans des obligations d'Etat de haute qualité ou utilisées aux fins de transactions de prise en pension (à condition que ces transactions soient conclues avec des établissements de crédit faisant l'objet d'une surveillance prudentielle et que le Fonds puisse rappeler à tout moment le montant total des liquidités en tenant compte des intérêts courus) ou en OPC monétaire court terme.
- les garanties financières ne seront pas réutilisées.

Profil de risque

Votre argent sera investi dans des instruments financiers sélectionnés par la Société de Gestion. Ces instruments connaîtront les évolutions et aléas des marchés.

Les risques identifiés par la Société de Gestion et présentés ci-dessous ne sont pas limitatifs. Il appartient à chaque investisseur de se faire sa propre opinion indépendamment de celle de la Société de Gestion, d'analyser le risque de tout investissement qu'il effectue avec le cas échéant l'aide d'un conseiller en investissement financier et de bien vérifier que l'investissement envisagé est en adéquation avec sa situation financière et sa capacité à prendre des risques financiers.

Conformément aux dispositions de l'article 8 du SFDR, l'équipe de gestion prend en compte les risques liés à la durabilité en intégrant des critères ESG dans son processus de décision d'investissement, comme indiqué ci-dessous. Ce processus évalue également la capacité de l'équipe à gérer les impacts négatifs de ses activités sur les facteurs de durabilité. Pour plus de détails concernant la prise en compte des incidences négatives sur les facteurs de durabilité, vous pouvez consulter la politique publiée sur le site internet de la Société de Gestion à l'adresse suivante "am.oddo-bhf.com". En outre, la Société de gestion prend en compte les critères ESG à travers sa propre politique d'exclusion globale. La Société de gestion a adhéré aux Principes pour l'investissement responsable des Nations unies (PRI), ainsi qu'au CDP (anciennement

« Carbon Disclosure Project »). Des informations concernant les politiques de la Société de gestion figurent sur le site am.oddo-bhf.com.

Vous pouvez vous référer au Document d'Informations Clés afin de savoir dans quelle catégorie de risque est classé votre Fonds.

A titre principal, le Fonds sera exposé aux risques suivants :

Risque de perte en capital :

Le Fonds ne bénéficie d'aucune garantie ni protection, il se peut donc que le capital initialement investi ne soit pas intégralement restitué.

Risque actions :

Le Fonds est investi, directement ou indirectement, sur un ou plusieurs marchés d'actions qui peuvent connaître de fortes variations. En période de baisse du marché des actions, la valeur liquidative du Fonds pourra être amenée à baisser. L'exposition maximum aux marchés actions est de 105 % de l'actif.

Risque lié à la concentration du portefeuille sur une zone géographique :

Ce risque est lié à la concentration des investissements dans des instruments financiers sensibles aux secteurs des marchés d'action d'Amérique du Nord. Les variations de performance par rapport à l'indice de référence peuvent donc être importantes.

Risque lié à la détention de moyennes capitalisations :

Le Fonds peut être exposé aux moyennes capitalisations. Les variations de leurs cours sont plus marquées à la hausse comme à la baisse et plus rapides que sur les grandes capitalisations et peuvent donc engendrer de fortes variations de la valeur liquidative. Par ailleurs le volume réduit de ces marchés peut présenter un risque de liquidité. Ce type d'investissement peut impacter la valorisation du Fonds et les conditions de prix auxquelles le Fonds peut être amené à liquider des positions, notamment, en cas de rachats importants, voire à rendre impossible leur cession avec, pour conséquence, une possible baisse de la valeur liquidative du Fonds.

Risque de taux :

Il correspond au risque lié à une remontée des taux des marchés obligataires, qui provoque une baisse des cours des obligations et par conséquent une baisse de valeur liquidative du Fonds. Le Fonds peut détenir jusqu'à 30% de son actif en trésorerie rémunérée au moyen d'obligations ou de titres de créances.

Risque de change :

Ce risque est lié aux portefeuilles investis totalement ou partiellement en titres libellés en devises, et réside dans la variation du prix des devises par rapport à la devise de référence du Fonds. Ainsi, un titre, dont la valorisation dans sa devise ne changerait pas, est néanmoins affecté par les variations de cette devise face à l'Euro et peut, par conséquent, faire varier à la baisse la valeur liquidative du Fonds, le Fonds étant investi à hauteur de 70% minimum en actions d'Amérique du nord.

Risque de crédit :

Il représente le risque éventuel de dégradation de la signature de l'émetteur ou dans le cas extrême, de défaillance, ce qui aura un impact négatif sur le cours des titres de créances émis par celui-ci et donc sur la valeur liquidative du Fonds et peut entraîner une perte en capital. Le niveau de risque de crédit est variable en fonction des anticipations, des maturités et du degré de confiance en chaque émetteur ce qui peut réduire la liquidité des titres de tel ou tel émetteur et avoir un impact négatif sur la valeur liquidative du Fonds, notamment, en cas de liquidation par le Fonds de ses positions dans un marché au volume de transactions réduit.

Risques liés à l'engagement sur des instruments financiers à terme

Le Fonds peut avoir recours à des instruments financiers à terme, dans la limite de 100% de l'actif net, sans recherche de surexposition, ce qui pourra induire un risque de baisse de la valeur liquidative plus significative que celle de l'indice représentatif du marché sur lequel le Fonds est investi.

Risque lié à la gestion discrétionnaire :

Ce risque est lié au style de gestion qui repose sur l'anticipation de l'évolution des différents marchés. Il existe un risque que le Fonds ne soit pas investi à tout moment sur les marchés les plus performants ou sur les valeurs les plus performantes. La performance du Fonds dépend donc de la capacité du gérant à anticiper les mouvements de marché ou sur les valeurs. Ce risque peut engendrer pour le porteur une baisse de la valeur liquidative et/ou une perte en capital.

Risque de contrepartie :

Il s'agit du risque de défaillance d'une contrepartie la conduisant à un défaut de paiement. Le Fonds pourra être exposé au risque de contrepartie résultant de l'utilisation d'instruments financiers à terme conclus de gré à gré avec un établissement de crédit. Le Fonds est donc exposé au risque que l'un de ces établissements de crédit ne puisse honorer ses engagements au titre de ces opérations. Certains contrats de marché exposant le Fonds au risque de contrepartie pourront être signés avec une société du groupe ODDO BHF.

Risques liés aux opérations de financement sur titres et à la gestion des garanties

Le porteur peut être exposé à un risque juridique (en lien avec la documentation juridique, l'application des contrats et les limites de ceux-ci) et au risque lié à la réutilisation des titres reçus en garantie, la valeur liquidative du Fonds pouvant évoluer en fonction de la fluctuation de la valeur des titres acquis par investissement des espèces reçues en garantie.

Risque de durabilité: correspond à un événement ou une situation dans le domaine environnemental, social ou de la gouvernance qui, s'il survient, pourrait avoir une incidence négative importante, réelle ou potentielle, sur la valeur des investissements effectués par le Fonds.

Environnement :

- risques sectoriels associés à l'empreinte environnementale de l'entreprise ;
- risques physiques et de transition liés au changement climatique ;
- matérialité des controverses environnementales et gestion des conflits d'intérêts qui y sont liés ;
- dépendance de l'entreprise à l'égard du capital naturel ;
- risques associés aux activités, produits et services de l'entreprise qui peuvent avoir un impact sur l'environnement.

Social :

- risques sectoriels liés à la santé et à la sécurité ;
- risques environnementaux et sociaux dans la chaîne d'approvisionnement ;
- gestion du climat social et développement du capital humain ;
- gestion de la qualité et des risques liés à la sécurité des consommateurs ;
- gestion et matérialité des controverses sociales/sociétales ;
- gestion des capacités d'innovation et des actifs incorporels ;

Gouvernance :

- qualité et transparence de la communication financière et non financière ;
- risques sectoriels associés à la corruption et à la cybersécurité ;
- qualité des organes de contrôle des sociétés ;
- qualité et durabilité du cadre de gouvernance d'entreprise ;
- gestion des conflits d'intérêts liés à la gouvernance d'entreprise ;
- risques réglementaires ;
- intégration et gestion de la durabilité dans la stratégie de l'entreprise.

Les incidences négatives des risques de durabilité peuvent affecter les émetteurs via divers mécanismes, incluant notamment : 1) une baisse des revenus ; 2) une augmentation des coûts ; 3) une dégradation ou une dépréciation de la valeur des actifs ; 4) un coût du capital plus élevé ; et 5) des amendes ou des risques réglementaires. En raison de la nature des risques de durabilité et d'enjeux spécifiques tels que le changement climatique, la probabilité que ces risques affectent la performance des produits financiers est susceptible d'augmenter à long terme.

A titre accessoire, le Fonds sera exposé au risque suivant :

Risque pays émergents

Ce risque est lié aux conditions de fonctionnement et de surveillance des marchés émergents sur lesquels le Fonds est exposé, qui peuvent s'écarter des standards prévalant sur les grandes places internationales et être affectés par divers types de perturbations (comme l'évolution de la fiscalité, de la stabilité politique ou un manque de liquidité temporaire sur ces valeurs). Ces perturbations peuvent entraîner des problèmes de règlement/livraison susceptibles d'avoir un impact sur les conditions de prix auxquelles le Fonds peut être amené à liquider des positions pouvant entraîner ainsi une forte baisse de la valeur liquidative du Fonds.

Risque lié aux petites capitalisations

Le Fonds peut être exposé aux petites capitalisations. Les variations de leurs cours sont plus marquées à la hausse comme à la baisse et plus rapides que sur les grandes capitalisations et peuvent donc engendrer de fortes variations de la valeur liquidative. Par ailleurs le volume réduit de ces marchés peut présenter un risque de liquidité. Ce type d'investissement peut impacter la valorisation du Fonds et les conditions de prix auxquelles le Fonds peut être amené à liquider des positions, notamment, en cas de rachats importants, voire à rendre impossible leur cession avec, pour conséquence, une possible baisse de la valeur liquidative du Fonds.

Garantie ou protection

Néant (ni le capital, ni un niveau de performance n'est garanti).

SOUSCRIPTEURS ET PARTS

Souscripteurs concernés

Les parts n'ont pas été, ni ne seront, enregistrées en vertu du U.S. Securities Act de 1933 (ci-après, « l'Act de 1933 »), ou en vertu de quelque loi applicable dans un Etat américain, et les parts ne pourront pas être directement ou indirectement cédées, offertes ou vendues aux Etats-Unis d'Amérique (y compris ses territoires et possessions), au bénéfice de tout résident des Etats-Unis d'Amérique (ci-après « U.S. Person », tel que ce terme est défini par la réglementation américaine « Regulation S » dans le cadre de l'Act de 1933 adoptée par la Securities and Exchange Commission ou SEC, sauf si (i) un enregistrement des parts était effectué ou (ii) une exemption était applicable (avec le consentement préalable du Président de la Société de Gestion. Le Fonds n'est pas, et ne sera pas, enregistré(e) en vertu de l'U.S. Investment Company Act de 1940. Toute revente ou cession de parts aux Etats-Unis d'Amérique ou à une « U.S. Person » peut constituer une violation de la loi américaine et requiert le consentement écrit préalable du Président de la Société de Gestion. Les personnes désirant acquérir ou souscrire des parts auront à certifier par écrit qu'elles ne sont pas des « U.S. Persons ».

Tout porteur de parts doit informer immédiatement le Fonds dans l'hypothèse où il deviendrait une « U.S. Person ». Tout porteur de parts devenant U.S. Person ne sera plus autorisé à acquérir de nouvelles parts et il pourra lui être demandé d'aliéner ses parts à tout moment au profit de personnes n'ayant pas la qualité de « U.S. Person ».

Par « US person », le Prospectus désigne une « U.S. Person » telle que définie par la Regulation S de la SEC (Part 230 - 17 CFR 230.903). Une telle définition des « US Persons » est disponible à l'adresse suivante : <http://www.sec.gov/about/laws/secrulesregs.htm>

En application des dispositions du Foreign Account Tax Compliance Act (« FATCA ») applicables à compter du 1er juillet 2014, dès lors que le Fonds investit directement ou indirectement dans des actifs américains, les revenus tirés de ces investissements sont susceptibles d'être soumis à une retenue à la source de 30%. Afin d'éviter le paiement de la retenue à la source de 30%, la France et les Etats-Unis ont conclu un accord intergouvernemental aux termes duquel les institutions financières non américaines (« foreign financial institutions ») s'engagent à mettre en place une procédure d'identification des investisseurs directs ou indirects ayant la qualité de contribuables américains et à transmettre certaines informations sur ces investisseurs à l'administration fiscale française, laquelle les communiquera à l'autorité fiscale américaine (« Internal Revenue Service »).

Le Fonds, en sa qualité de foreign financial institution, s'engage à se conformer à FATCA et à prendre toute mesure relevant de l'accord intergouvernemental précité.

En dehors de ces restrictions le Fonds est ouvert à tous les souscripteurs avec les particularités suivantes.

Les parts CR-EUR et CR-USD sont plus particulièrement destinées aux personnes physiques. Les parts CI-EUR (H) sont réservées aux contreparties éligibles et aux investisseurs professionnels au sens de la Directive MIF 2. Les parts CI-EUR [H] sont couvertes contre le risque de change US Dollar/Euro dû aux investissements en US Dollar afin de limiter les variations de performances par rapport à une part en US Dollar, avec toutefois un risque de change résiduel de 3% maximum.

Les parts GC-EUR sont réservées aux (i) compagnies d'assurance agréées par ODDO BHF Asset Management SAS, en représentation des unités de compte souscrites dans le cadre de « l'option conseillée » des contrats de leur gamme et aux (ii) clients de ODDO BHF SCA ayant par

ailleurs conclu une convention de conseil avec un conseiller en investissement financier partenaire de ODDO BHF SCA.

Les parts CN-EUR et CN-USD sont disponibles uniquement sur décision de la Société de Gestion et ne donneront droit à aucune rétrocession. Les parts sont réservées aux (i) investisseurs souscrivant via un intermédiaire fournissant le service de conseil en investissement de manière indépendante conformément à la Directive MIF 2 ; (ii) investisseurs souscrivant via un intermédiaire financier sur la base d'un accord d'honoraires conclu entre l'investisseur et l'intermédiaire, mentionnant que l'intermédiaire est rémunéré exclusivement par l'investisseur ; (iii) sociétés fournissant le service de gestion de portefeuille pour le compte de tiers conformément à la Directive MIF 2 ; (iv) OPC gérés par les sociétés du Groupe ODDO BHF et (v) ODDO BHF SCA fournissant le service de conseil en investissement sur la base d'un accord d'honoraires écrit conclu avec l'investisseur.

Les parts CN-CHF [H] sont disponibles uniquement sur décision de la Société de Gestion et ne donneront droit à aucune rétrocession. Les parts sont réservées aux (i) investisseurs souscrivant via un intermédiaire fournissant le service de conseil en investissement de manière indépendante conformément à la Directive MIF 2 ; (ii) investisseurs souscrivant via un intermédiaire financier sur la base d'un accord d'honoraires conclu entre l'investisseur et l'intermédiaire, mentionnant que l'intermédiaire est rémunéré exclusivement par l'investisseur ; (iii) sociétés fournissant le service de gestion de portefeuille pour le compte de tiers conformément à la Directive MIF 2 ; (iv) OPC gérés par les sociétés du Groupe ODDO BHF ; (v) ODDO BHF SCA fournissant le service de conseil en investissement sur la base d'un accord d'honoraires écrit conclu avec l'investisseur et (vi) compagnies d'assurance approuvées par ODDO BHF Asset Management SAS.

Profil type de l'investisseur

Ce Fonds est destiné aux investisseurs qui souhaitent une valorisation de leur capital, via un véhicule investi en actions d'Amérique du Nord, visant à surperformer l'indice de référence sur une durée supérieure à 5 ans, et qui sont capables d'assumer les risques liés à cette exposition. Le montant qu'il est raisonnable d'investir dans ce Fonds dépend de votre situation personnelle. Pour le déterminer, vous devez tenir compte de votre richesse/patrimoine personnel, de vos besoins actuels et à un horizon supérieur à 5 ans, mais également de votre souhait de prendre des risques ou au contraire, de privilégier un investissement prudent. Il est également fortement recommandé de diversifier suffisamment vos investissements afin de ne pas les exposer uniquement aux risques de ce Fonds.

Durée de placement recommandée

Supérieure à 5 ans.

Affectation des sommes distribuables (revenus et plus-values)

Parts CR-EUR, CR-USD, GC-EUR, CI-EUR [H], CN-EUR, CN-USD et CN-CHF [H]: capitalisation.

Sommes distribuables	Parts CR-EUR, CR-USD, GC-EUR, CI-EUR [H], CN-EUR, CN-USD et CN-CHF [H] Parts de capitalisation
Affectation du résultat net	Capitalisation
Affectation des plus ou moins-values nettes réalisées	Capitalisation

Devise de libellé

Part CR-EUR : Euro (€)

Part CR-USD : Dollar (\$)

Part GC-EUR : Euro (€)

Part CI-EUR [H] : Euro (€)

La part CI-EUR [H] est couverte contre le risque de change US Dollar/Euro dû aux investissements en US Dollar afin de limiter les variations de performances par rapport à une part en US Dollar, avec toutefois un risque de change résiduel de 3% maximum.

Part CN-EUR : Euro (€)

Part CN-USD : Dollar (\$)

Part CN-CHF [H] : Franc Suisse

La part CN-CHF [H] est couverte contre le risque de change US Dollar/Franc Suisse dû aux investissements en US Dollar afin de limiter les variations de performances par rapport à une part en US Dollar, avec toutefois un risque de change résiduel de 3% maximum.

Forme des parts	Parts CR-EUR, CR-USD, GC-EUR, CI-EUR [H], CN-EUR, CN-USD et CN-CHF [H] : Au porteur
Décimalisation	Souscription ou rachat en millièmes de parts exclusivement

MODALITES DE SOUSCRIPTION ET DE RACHAT

Conditions de souscription et de rachat	<p>Les demandes de souscription et de rachat sont centralisées auprès du Dépositaire chaque jour ouvré jusqu'à 11h15 (heure de Paris) et sont exécutées sur la base de la valeur liquidative de ce même jour. Les règlements y afférant interviennent le deuxième jour de bourse ouvré qui suit la date de la valeur liquidative retenue.</p> <p>Tout ordre reçu par le Dépositaire postérieurement sera exécuté à la valeur liquidative suivante.</p>
Valeur d'origine de la part	<p>Par CR-EUR : 100 euros Part CR-USD : 100 dollars Part GC-EUR : 100 euros Part CI-EUR [H] : 1000 euros Part CN-EUR : 100 euros Part CN-USD : 100 dollars Part CN-CHF [H] : 100 francs suisse</p>
Montant minimum de la souscription initiale et des souscriptions ultérieures	Parts CR-EUR, CR-USD, GC-EUR, CI-EUR [H], CN-EUR, CN-USD et CN-CHF [H] : 1 millième de part
Dispositif de plafonnement des rachats (« Gates »)	<p>La Société de Gestion pourra mettre en œuvre le dispositif dit des « Gates » permettant d'étaler les demandes de rachats des porteurs du Fonds sur plusieurs valeurs liquidatives dès lors qu'elles excèdent un certain niveau, déterminé de façon objective.</p> <p>Description de la méthode employée :</p> <p>Il est rappelé aux porteurs du Fonds que le seuil de déclenchement des Gates correspond au rapport entre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la différence constatée, à une même date de centralisation, entre le nombre de parts du Fonds dont le rachat est demandé ou le montant total de ces rachats, et le nombre de parts du Fonds dont la souscription est demandée ou le montant total de ces souscriptions ; et - l'actif net ou le nombre total de parts du Fonds. <p>Le Fonds disposant de plusieurs catégories de parts, le seuil de déclenchement de la procédure sera le même pour toutes les catégories de parts du Fonds.</p> <p>Le seuil au-delà duquel les Gates seront déclenchées se justifie au regard de la périodicité de calcul de la valeur liquidative du Fonds, de son orientation de gestion et de la liquidité des actifs qu'il détient. Ce dernier est précisé dans le règlement du Fonds et s'applique sur les rachats centralisés pour l'ensemble de l'actif du Fonds et non de façon spécifique selon les catégories de parts du Fonds.</p> <p>Lorsque les demandes de rachat excèdent le seuil de déclenchement des Gates, la Société de Gestion peut décider d'honorer les demandes de rachat au-delà du plafonnement prévu, et exécuter ainsi partiellement ou totalement les ordres qui pourraient être bloqués.</p> <p>Modalités d'information des porteurs :</p> <p>En cas d'activation du dispositif des Gates, l'ensemble des porteurs du Fonds sera informé par tout moyen, à travers le site internet de la Société de Gestion (http://am.oddo-bhf.com).</p> <p>S'agissant des porteurs du Fonds dont les ordres n'auraient pas été exécutés, ces derniers seront informés, de manière particulière, dans les plus brefs délais.</p> <p>Traitement des ordres non exécutés :</p> <p>Les ordres de rachat seront exécutés dans les mêmes proportions pour les porteurs du Fonds ayant demandé un rachat depuis la dernière date de centralisation. S'agissant des ordres non exécutés, ces derniers seront automatiquement reportés sur la valeur liquidative suivante et ne seront pas prioritaires sur les nouveaux ordres de rachat passés pour exécution sur la valeur</p>

liquidative suivante. En tout état de cause, les ordres de rachat non exécutés et automatiquement reportés ne pourront faire l'objet d'une révocation de la part des porteurs du Fonds concerné.

Exemple illustrant le dispositif mis en place :

A titre d'exemple, si les demandes totales de rachat des parts du Fonds sont de 10% alors que le seuil de déclenchement est fixé à 5% de l'actif net, la Société de Gestion peut décider d'honorer les demandes de rachats jusqu'à 7,5% de l'actif net (et donc exécuter 75% des demandes de rachats au lieu de 50% si elle appliquait strictement le plafonnement à 5%).

Centralisateur des ordres de souscription et rachat par délégation de la Société de Gestion	<p>ODDO BHF SCA 12, Bd de la Madeleine – 75009 Paris</p> <p>Chaque commercialisateur du Fonds doit faire parvenir au Centralisateur les ordres de souscription et/ou de rachat au plus tard à l'heure de centralisation. Tout ordre reçu par le Centralisateur postérieurement sera exécuté à la valeur liquidative suivante.</p> <p>Les commercialisateurs peuvent appliquer leur propre heure limite, antérieure à celle mentionnée ci-dessus, afin de tenir compte de leur délai de transmission des ordres au centralisateur. Il appartient au souscripteur de s'informer de l'heure à laquelle son ordre doit être parvenu auprès du commercialisateur pour être pris en compte.</p>
Date et périodicité de calcul de la valeur liquidative	<p>La valeur liquidative est calculée quotidiennement, selon le calendrier Euronext Paris à l'exception des jours de bourse fériés légaux en France ou aux Etats-Unis.</p>
Lieu et modalités de publication ou de communication de la valeur liquidative	<p>Cette information est disponible auprès de la Société de Gestion (ODDO BHF Asset Management SAS) et auprès du Dépositaire (ODDO BHF SCA) au 12, Bd de la Madeleine 75009 Paris ainsi que sur le site ODDO BHF SCA assure les fonctions de dépositaire du Fonds.</p>
Communication de la composition du portefeuille	<p>La Société de Gestion pourra communiquer, dans un délai qui ne pourra être inférieur à 48h à compter de la dernière publication de la valeur liquidative, la composition du portefeuille du Fonds à des investisseurs professionnels soumis aux obligations découlant de la Directive 2009/138/CE dite Solvency II qui en feraient la demande. Les informations transmises seront strictement confidentielles et devront être utilisées uniquement pour le calcul des exigences prudentielles. Ces informations ne pourront, en aucun cas, entraîner des pratiques prohibées telles que le "market timing" ou le "late trading" de la part des porteurs de parts bénéficiaires de ces informations.</p>

INFORMATIONS SUR LES FRAIS, COMMISSIONS ET LA FISCALITE

Frais et commissions

Commissions de souscription et de rachat :

Les commissions de souscription et de rachat viennent augmenter le prix de souscription payé par l'investisseur ou diminuer le prix de remboursement. Les commissions acquises au Fonds servent à compenser les frais supportés par le Fonds pour investir ou désinvestir les avoirs confiés. Les commissions non acquises au Fonds reviennent à la Société de Gestion, au commercialisateur, etc.

Frais à la charge de l'investisseur, prélevés lors des souscriptions et des rachats	Assiette	Taux barème Parts CR-EUR, CR-USD, GC-EUR, CI-EUR [H], CN-EUR, CN-USD, et CN- CHF [H]
Commission de souscription non acquise au Fonds	Valeur liquidative X nombre de parts	4% maximum
Commission de souscription acquise au Fonds	Valeur liquidative X nombre de parts	Néant
Commission de rachat non acquise au Fonds	Valeur liquidative X nombre de parts	Néant
Commission de rachat acquise au Fonds	Valeur liquidative X nombre de parts	Néant

Frais de fonctionnement et de gestion

Frais facturés à l'OPCVM	Assiette	Taux barème
Frais de gestion financière et frais administratifs externes à la Société de Gestion (CAC, Dépositaire, distribution, avocats, etc.)	Actif net, OPC exclus	Parts CR-EUR et CR-USD : 1,80% TTC maximum
		Parts GC-EUR et CI-EUR [H] : 0,90% TTC maximum
		Parts CN-EUR , CN-USD et CN-CHF [H]: 1,20% TTC maximum
Commission de surperformance	Actif net	Néant
Acteurs percevant des commissions de mouvement : - Société de Gestion : 100%	Prélèvement sur chaque transaction	Actions : selon les marchés, avec un maximum de 0.50% TTC Obligations : 0.03% TTC Instruments monétaires et dérivés : Néant

Modalités de calcul et de partage de la rémunération sur les opérations d'acquisition et de cession temporaire de titres

S'agissant des acquisitions temporaires de titres (prises en pension), le Fonds sélectionne les contreparties selon la politique de meilleure sélection et de meilleure exécution de la Société de Gestion et perçoit l'intégralité de la rémunération. Aucun autre frais direct n'est facturé au Fonds. La Société de Gestion ne perçoit aucune rémunération au titre de ces opérations.

Dans le cadre de ces opérations, le Fonds a pour prestataire un établissement de crédit dont le siège est situé dans un Etat de l'Union Européenne ou au Royaume-Uni. Ce prestataire agira de manière indépendante du Fonds et agira systématiquement en tant que contrepartie des opérations sur le marché. Ce prestataire pourra appartenir au groupe ODDO BHF.

Pour plus d'informations, veuillez-vous reporter au rapport annuel du Fonds.

Procédure de choix des intermédiaires : Les intermédiaires et contreparties sont sélectionnés par les équipes de gestion suivant un processus de mise en concurrence au sein d'une liste prédéfinie. Cette liste est établie selon des critères de sélection précis prévus dans la politique de sélection des intermédiaires de marché disponible sur le site Internet de la Société de Gestion.

Financement de la recherche financière :

Le paiement de la recherche financière relative aux actions est effectué par le Fonds au travers d'une commission versée aux intermédiaires de marché en charge de la recherche.

La Société de Gestion a décidé de prendre en charge l'intégralité du paiement de la recherche financière relative aux titres de créances. En conséquence, le paiement sera effectué uniquement à partir des ressources propres de la Société de Gestion.

Mécanisme de Swing Pricing :

Les souscriptions et les rachats significatifs peuvent avoir un impact sur la valeur liquidative en raison du coût de réaménagement du portefeuille lié aux transactions d'investissement et de désinvestissement. Ce coût peut provenir de l'écart entre le prix de transaction et le prix de valorisation, de taxes ou de frais de courtage.

Aux fins de préserver l'intérêt des porteurs qui investissent à moyen/long terme, la Société de Gestion a décidé d'appliquer un mécanisme de Swing Pricing au Fonds avec seuil de déclenchement.

Ainsi, dès lors que le solde quotidien de souscriptions-rachats est supérieur en valeur absolue au seuil préétabli, il sera procédé à un ajustement de la valeur liquidative. Par conséquent, la valeur liquidative sera ajustée à la hausse (et respectivement à la baisse) si le solde (en valeur absolue) des souscriptions-rachats est supérieur au seuil. Ce mécanisme d'ajustement de prix a pour seul objectif de protéger les porteurs présents dans le Fonds en limitant l'impact de ces souscriptions-rachats sur la valeur liquidative. Ce mécanisme ne génère pas de coûts supplémentaires pour les porteurs mais répartit les coûts de telle manière que les porteurs présents dans le Fonds n'assument pas les coûts liés aux transactions en raison des souscriptions/rachats effectués par les porteurs entrants ou sortants.

Ce seuil de déclenchement est exprimé en pourcentage de l'actif total du Fonds. Le niveau du seuil de déclenchement ainsi que le facteur d'ajustement de la valeur liquidative (correspondant aux coûts de réaménagement du portefeuille) sont déterminés par la Société de Gestion. Le facteur d'ajustement est revu de manière mensuelle.

Les indicateurs de performance et de risque sont calculés sur la base d'une valeur liquidative potentiellement ajustée. Ainsi, l'application du mécanisme de Swing Pricing pourra avoir un effet sur le niveau de volatilité du Fonds et, ponctuellement, sur sa performance.

Conformément à la réglementation, seules les personnes en charge de sa mise en œuvre connaissent le détail de ce mécanisme, et notamment le pourcentage du seuil de déclenchement qui ne peut en aucun cas être rendu public.

INFORMATIONS D'ORDRE COMMERCIAL

Le rachat ou le remboursement des parts Les procédures de souscription et de rachat ont été exposées dans le paragraphe « Modalités de souscription et de rachat ».

La diffusion des informations concernant le Fonds est assurée par :
Société ODDO BHF Asset Management SAS
Adresse 12, Bd de la Madeleine 75009 Paris.
E-mail information_oam@oddo-bhf.com

Les informations sont également disponibles :

Sur le site <http://am.oddo-bhf.com>
En contactant Service Clients
Au numéro de téléphone 01 44 51 80 28

Le site de l'AMF www.amf-france.org contient des informations complémentaires sur la liste des documents réglementaires et l'ensemble des dispositions relatives à la protection des investisseurs.

INFORMATIONS SUR LES CRITERES ENVIRONNEMENTAUX, SOCIAUX ET QUALITES DE GOUVERNANCE (ESG)

Des informations supplémentaires sur les modalités de prise en compte des critères ESG par la Société de Gestion seront disponibles dans le rapport annuel du Fonds et sur le site internet de la Société de Gestion : <http://am.oddo-bhf.com>

Date de publication du prospectus 10/01/2023

REGLES D'INVESTISSEMENT

Ratios réglementaires applicables au Fonds : Les règles légales d'investissement applicables au Fonds sont celles qui régissent les OPCVM investissant au plus 10% dans d'autres OPC, ainsi que celles qui s'appliquent à sa classification AMF « Actions Internationales ».

RISQUE GLOBAL

Le risque global du Fonds est calculé selon la méthode de l'engagement.

REGLES D'ÉVALUATION ET DE COMPTABILISATION DES ACTIFS

Règles d'évaluation des actifs :

Le calcul de la valeur liquidative de la part est effectué en tenant compte des règles d'évaluation précisées ci-dessous :

- les instruments financiers et valeurs mobilières négociées sur un marché réglementé sont évalués au prix du marché, selon les principes suivants :
- L'évaluation se fait au dernier cours de bourse officiel.

Le cours de bourse retenu est fonction de la Place de cotation du titre :

Places de cotations européennes : Dernier cours de bourse du jour de la valeur liquidative

Places de cotations asiatiques : Dernier cours de bourse du jour de la valeur liquidative

Places de cotations nord et sud-américaines : Dernier cours de bourse du jour de la valeur liquidative

Les cours retenus sont ceux connus le lendemain à 9 heures (heure de Paris) et récupérés par le biais de diffuseurs : Fininfo ou Bloomberg.

En cas de non cotation d'une valeur, le dernier cours de Bourse connu est utilisé.

Les titres de créances et assimilés négociables qui ne font pas l'objet de transactions significatives sont évalués par l'application d'une méthode actuarielle, le taux retenu étant composé :

- D'un taux sans risque obtenu par interpolation linéaire de la courbe OIS actualisée quotidiennement ;
- D'un spread de crédit obtenu à l'émission et gardé constant pendant toute la durée de la vie du titre.

Toutefois, les titres de créances négociables d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à trois mois seront évalués selon la méthode linéaire.

- Les contrats financiers (les opérations à terme, fermes ou conditionnelles, ou les opérations d'échange conclues sur les marchés de gré à gré) sont évalués à leur valeur de marché ou à une valeur estimée selon les modalités arrêtées par la Société de Gestion. La méthode d'évaluation des engagements hors bilan est une méthode qui consiste en une évaluation au cours de marché des contrats à terme fermes et en une traduction en équivalent sous-jacent des opérations conditionnelles.
- Garanties financières: aux fins de limiter au mieux le risque de contrepartie tout en tenant compte de contraintes opérationnelles, la société de gestion applique un système d'appel de marge par jour, par fonds et par contrepartie avec un seuil d'activation fixé à un maximum de 100 K€, fondé sur une évaluation au prix de marché (*mark-to-market*).

Les dépôts sont comptabilisés sur la base du nominal auxquels sont rajoutés les intérêts calculés quotidiennement.

Les cours retenus pour la valorisation des opérations à terme, fermes ou conditionnelles sont en adéquation avec ceux des titres sous-jacents. Ils varient selon leur place de cotation :

Places de cotations européennes : Cours de compensation du jour de la valeur liquidative si différent du dernier cours

Places de cotations asiatiques : Dernier cours de bourse du jour de la valeur liquidative si différent du dernier cours

Places de cotations nord et sud américaines : Dernier cours de bourse du jour de la valeur liquidative si différent du dernier cours

En cas de non cotation d'un contrat à terme ferme ou conditionnel, le dernier cours connu est retenu.

Les titres qui font l'objet de contrats de cession ou d'acquisition temporaire sont évalués en conformité avec la réglementation en vigueur. Les titres reçus en pension sont inscrits à leur date d'acquisition dans la rubrique "créances représentatives des titres reçus en pension" à leur valeur fixée dans le contrat par la contrepartie du compte de disponibilité concerné. Pendant la durée de détention ils sont maintenus à cette valeur, à laquelle viennent se rajouter les intérêts courus de la pension.

Les titres donnés en pension sont sortis de leur compte au jour de l'opération de pension et la créance correspondante est inscrite dans la rubrique "titres donnés en pension" ; cette dernière est évaluée à la valeur de marché. La dette représentative des titres donnés en pension est inscrite dans la rubrique "Dettes représentatives des titres donnés en pension" par la contrepartie du compte de disponibilité concerné. Elle est maintenue à la valeur fixée dans le contrat à laquelle viennent se greffer les intérêts relatifs à la dette.

- Autres instruments : Les parts ou actions d'OPC détenus sont évaluées à la dernière valeur liquidative connue.
- Les instruments financiers dont le cours n'a pas été constaté le jour de l'évaluation ou dont le cours a été corrigé sont évalués à leur valeur probable de négociation sous la responsabilité de la Société de Gestion. Ces évaluations et leur justification sont communiquées au commissaire aux comptes à l'occasion de ses contrôles.

Méthodes de comptabilisation :

Comptabilisation des revenus :

Les intérêts sur obligations et titres de créance sont calculés selon la méthode des intérêts courus.

Comptabilisation des frais de transaction :

Les opérations sont comptabilisées selon la méthode des frais exclus.

REMUNERATION

L'organe de direction de la Société de Gestion a pour rôle l'élaboration, l'approbation et la supervision de la politique de rémunérations. Il doit notamment faire en sorte que la politique de rémunération encourage l'alignement des risques pris par ses salariés à ceux des OPC gérés par la Société de Gestion, ceux des investisseurs dans ces fonds et ceux de la Société de Gestion elle-même. La Société de Gestion déterminera annuellement les personnes appelées à être qualifiées de preneurs de risque conformément à la réglementation. La liste de ces collaborateurs ainsi qualifiés de preneurs de risque sera soumise au Comité des Rémunérations et transmise à l'organe de direction. S'agissant des modalités de paiement des rémunérations variables, la Société de Gestion a déterminé un seuil de significativité comme déclencheur du paiement d'une partie de la rémunération variable de façon différée. Ainsi, un collaborateur qualifié de preneur de risque et dont la rémunération variable serait significative verra une partie de cette rémunération variable payée de façon différée. S'agissant de la rémunération différée, celle-ci s'élèvera à 40% de l'intégralité de la rémunération variable, dès le 1er euro.

Afin de satisfaire à l'obligation de payer 50% de la rémunération variable sous forme d'instruments ou sous forme de portefeuille d'indexation, la Société de Gestion paiera 50% de la rémunération variable décidée au titre de l'année échue au mois de février de l'année suivante, et ce sur la base de l'annonce effectuée aux collaborateurs en décembre. S'agissant des 50% restant, 10% du montant de la rémunération variable déterminée sera payé au mois de juillet après que ces avoirs aient été investis dans le portefeuille d'indexation sur la période de début janvier à fin juin (voir ci-dessous), le solde des 40% de rémunération variable restant quant à lui concerné par le différé de paiement sur une période de 3 ans dans le cadre du fonctionnement de l'outil d'indexation.

Les provisions liées à la partie différée des rémunérations variables seront calculées dans un outil mis en place par la Société de Gestion. Cet outil consistera en un panier composé des fonds emblématiques de chacune des stratégies de gestion de la Société de Gestion et la répartition entre chacun de ces fonds sera réalisée au prorata des encours gérés par la Société de Gestion au sein de chacune des stratégies.

Les détails de cette politique de rémunération sont disponibles sur le site internet de la Société de Gestion (am.oddo-bhf.com) et en version papier sur simple demande de l'investisseur auprès de la Société de Gestion.

REGLEMENT

ODDO BHF US MID CAP

TITRE 1 - ACTIF ET PARTS

Article 1 - Parts de copropriété

Les droits des copropriétaires sont exprimés en parts, chaque part correspondant à une même fraction de l'actif du Fonds. Chaque porteur de parts dispose d'un droit de copropriété sur les actifs du Fonds proportionnel au nombre de parts possédées.

La durée du Fonds est de 99 ans à compter de sa date de création sauf dans les cas de dissolution anticipée ou de la prorogation prévue au présent règlement.

Catégories de parts :

Les caractéristiques des différentes catégories de parts et leurs conditions d'accès sont précisées dans le prospectus du Fonds.

Les différentes catégories de parts pourront :

- bénéficier de régimes différents de distribution des revenus ; (distribution ou capitalisation)
- être libellées en devises différentes ;
- supporter des frais de gestion différents ;
- supporter des commissions de souscriptions et de rachat différentes ;
- avoir une valeur nominale différente ;
- être assorties d'une couverture systématique de risque, partielle ou totale, définie dans le prospectus. Cette couverture est assurée au moyen d'instruments financiers réduisant au minimum l'impact des opérations de couverture sur les autres catégories de parts du Fonds ;
- être réservées à un ou plusieurs réseaux de commercialisation.

Les parts pourront être fractionnées, sur décision du Président de la Société de Gestion en millièmes dénommées fractions de parts. Les dispositions du règlement réglant l'émission et le rachat de parts sont applicables aux fractions de parts dont la valeur sera toujours proportionnelle à celle de la part qu'elles représentent. Toutes les autres dispositions du règlement relatives aux parts s'appliquent aux fractions de parts sans qu'il soit nécessaire de le spécifier, sauf lorsqu'il en est disposé autrement. Enfin, le Président de la Société de Gestion peut, sur ses seules décisions, procéder à la division des parts par la création de parts nouvelles qui sont attribuées aux porteurs en échange des parts anciennes.

Article 2 - Montant minimal de l'actif

Il ne peut être procédé au rachat des parts si l'actif du Fonds devient inférieur à 300 000 euros; lorsque l'actif demeure pendant trente jours inférieur à ce montant, la Société de Gestion prend les dispositions nécessaires afin de procéder à la liquidation du Fonds concerné, ou à l'une des opérations mentionnées à l'article 411-16 du règlement général de l'AMF (mutation de l'OPCVM).

Article 3 - Émission et rachat des parts

Les parts sont émises à tout moment à la demande des porteurs sur la base de leur valeur liquidative augmentée, le cas échéant, des commissions de souscription.

Les parts sont émises au porteur.

Les rachats et les souscriptions sont effectués dans les conditions et selon les modalités définies dans le prospectus.

Les parts de Fonds peuvent faire l'objet d'une admission à la cote selon la réglementation en vigueur.

Les souscriptions doivent être intégralement libérées le jour du calcul de la valeur liquidative. Elles peuvent être effectuées en numéraire et/ou par apport d'instruments financiers. La Société de Gestion a le droit de refuser les valeurs proposées et, à cet effet, dispose d'un délai de sept jours à partir de leur dépôt pour faire connaître sa décision. En cas d'acceptation, les valeurs apportées sont évaluées selon les règles fixées à l'article 4 et la souscription est réalisée sur la base de la première valeur liquidative suivant l'acceptation des valeurs concernées.

Les rachats sont effectués exclusivement en numéraire, sauf en cas de liquidation du Fonds lorsque les porteurs de parts ont signifié leur accord pour être remboursés en titres. Ils sont réglés par le teneur de compte émetteur dans un délai maximum de cinq jours suivant celui de l'évaluation de la part.

Toutefois, si, en cas de circonstances exceptionnelles, le remboursement nécessite la réalisation préalable d'actifs compris dans le Fonds, ce délai peut être prolongé, sans pouvoir excéder 30 jours.

Sauf en cas de succession ou de donation-partage, la cession ou le transfert de parts entre porteurs, ou de porteurs à un tiers, est assimilé(e) à un rachat suivi d'une souscription ; s'il s'agit d'un tiers, le montant de la cession ou du transfert doit, le cas échéant, être complété par le bénéficiaire pour atteindre au minimum celui de la souscription minimale exigée par le prospectus du Fonds.

En application de l'article L. 214-8-7 du code monétaire et financier, le rachat par le Fonds de ses parts, comme l'émission de parts nouvelles, peuvent être suspendus, à titre provisoire, par la Société de Gestion, quand des circonstances exceptionnelles l'exigent et si l'intérêt des porteurs le commande.

Lorsque l'actif net du Fonds est inférieur au montant fixé par la réglementation, aucun rachat des parts ne peut être effectué.

En application des articles L. 214-8-7 du code monétaire et financier et 411-20-1 du règlement général de l'AMF, la société de gestion peut décider de plafonner les rachats quand des circonstances exceptionnelles l'exigent et si l'intérêt des porteurs ou du public le commande.

En cas de circonstances exceptionnelles et lorsque l'intérêt des porteurs l'exige, la Société de Gestion a prévu la mise en place d'un dispositif permettant le plafonnement des rachats à partir du seuil de 5% (rachats nets des souscriptions/dernier actif net d'inventaire connu).

Ce seuil n'est toutefois pas déclenché de manière systématique : si les conditions de liquidité le permettent, la Société de Gestion peut décider en effet d'honorer les rachats au-delà de ce seuil. La durée maximale d'application des *Gates* est fixée à 20 valeurs liquidatives sur 3 mois.

La part de l'ordre non exécuté ne peut en aucun cas être annulée et est automatiquement reportée sur la prochaine date de centralisation. Les opérations de souscription et de rachat, pour un même nombre de parts, sur la base de la même valeur liquidative et pour un même porteur ou ayant droit économique (dites opérations d'aller-retour) ne sont pas soumises à la *Gate*.

Possibilité de conditions de souscription minimale, selon les modalités prévues dans le prospectus du Fonds.

Le Fonds peut cesser d'émettre des parts en application du troisième alinéa de l'article L. 214-8-7 du code monétaire et financier de manière provisoire ou définitive, partiellement ou totalement, dans les situations objectives entraînant la fermeture des souscriptions telles qu'un nombre maximum de parts ou d'actions émises, un montant maximum d'actif atteint ou l'expiration d'une période de souscription déterminée. Le déclenchement de cet outil fera l'objet d'une information par tout moyen des porteurs existants relative à son activation, ainsi qu'au seuil et à la situation objective ayant conduit à la décision de fermeture partielle ou totale. Dans le cas d'une fermeture partielle, cette information par tout moyen précisera explicitement les modalités selon lesquelles les porteurs existants peuvent continuer de souscrire pendant la durée de cette fermeture partielle. Les porteurs sont également informés par tout moyen de la décision du Fonds ou de la société de gestion soit, de mettre fin à la fermeture totale ou partielle des souscriptions (lors du passage sous le seuil de déclenchement), soit de ne pas y mettre fin (en cas de changement de seuil ou de modification de la situation objective ayant conduit à la mise en œuvre de cet outil). Une modification de la situation objective invoquée ou du seuil de déclenchement de l'outil doit toujours être effectuée dans l'intérêt des porteurs. L'information par tous moyens précise les raisons exactes de ces modifications.

La Société de Gestion pourra empêcher :

- la détention de parts par tout investisseur personne physique ou morale à qui il est interdit dans la rubrique « souscripteurs concernés » du présent prospectus de détenir des parts du Fonds, (ci-après, « **Personne Non Eligibles** »), et/ou
- l'inscription dans le registre des porteurs de parts du Fonds ou dans le registre de l'Agent de transfert de tout « Intermédiaire Non Eligible » conformément aux stipulations de l'Accord (IGA) signé le 14 novembre 2013 entre le gouvernement de la République Française et le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique en vue d'améliorer le respect des obligations fiscales à l'échelle internationale et de mettre en œuvre la loi relative au respect de ces obligations concernant les comptes étrangers (Dite loi FATCA).

Dans ce cadre, la Société de Gestion pourra :

- refuser d'émettre toute part dès lors qu'il apparaît qu'une telle émission aurait ou pourrait avoir pour effet que lesdites parts soient détenues par une « Personne Non Eligible » soit inscrit dans le registre des porteurs de parts du Fonds ou dans le registre de l'agent de transfert ;

- à tout moment requérir d'un intermédiaire dont le nom apparaît sur les Registres des porteurs de parts que lui soit fournie toute information, accompagnée d'une déclaration sur l'honneur, qu'elle considérerait nécessaire aux fins de déterminer si le bénéficiaire effectif des parts considérées est ou non une « Personne Non Eligible » ;

- lorsqu'il lui apparaît que le bénéficiaire effectif des parts est une « Personne Non Eligible » et est inscrit aux Registres des porteurs de parts du Fonds, procéder sans délai au rachat forcé de toutes les parts détenues par la Personne Non Eligible. Le rachat forcé s'effectuera à la dernière valeur liquidative connue, augmentée le cas échéant des frais, droits et commissions applicables, qui resteront à la charge des porteurs de parts visés par le rachat.

Article 4 - Calcul de la valeur liquidative

Le calcul de la valeur liquidative des parts est effectué en tenant compte des règles d'évaluation figurant dans le prospectus du Fonds.

Les apports en nature ne peuvent comporter que les titres, valeurs ou contrats admis à composer l'actif des OPCVM ; ils sont évalués conformément aux règles d'évaluation applicables au calcul de la valeur liquidative.

TITRE 2 - FONCTIONNEMENT DU FONDS

Article 5 - La Société de Gestion

La gestion du Fonds est assurée par la Société de Gestion conformément à l'orientation définie pour le Fonds.

La Société de Gestion agit en toutes circonstances dans l'intérêt exclusif des porteurs de parts et peut seule exercer les droits de vote attachés aux titres compris dans le Fonds.

Article 5 bis - Règles de fonctionnement

Les instruments et dépôts éligibles à l'actif du Fonds ainsi que les règles d'investissement sont décrits dans le prospectus du Fonds.

Article 5 Ter - Admission à la négociation sur un marché réglementé et/ou un Système Multilatéral de Négociation

Les parts peuvent faire l'objet d'une admission à la négociation sur un marché réglementé et/ou un système multilatéral de négociation selon la réglementation en vigueur. Dans le cas où le Fonds dont les parts sont admises aux négociations sur un marché réglementé a un objectif de gestion fondé sur un indice, le fonds devra avoir mis en place un dispositif permettant de s'assurer que le cours de ses parts ne s'écarte pas sensiblement de sa valeur liquidative.

Article 6 - Le Dépositaire

Le Dépositaire assure les missions qui lui incombent en application des lois et règlements en vigueur ainsi que celles qui ont été contractuellement confiées par la Société de Gestion. Il doit notamment s'assurer de la régularité des décisions de la Société de Gestion. Il doit le cas échéant, prendre toutes mesures conservatoires qu'il juge utiles. En cas de litige avec la Société de Gestion, il en informe l'Autorité des marchés financiers.

Article 7 - Le commissaire aux comptes

Un commissaire aux comptes est désigné pour six exercices, après accord de l'Autorité des marchés financiers, par l'organe de gouvernance de la Société de Gestion.

Il certifie la régularité et la sincérité des comptes.

Il peut être renouvelé dans ses fonctions.

Le commissaire aux comptes est tenu de signaler dans les meilleurs délais à l'Autorité des marchés financiers tout fait ou toute décision concernant l'organisme de placement collectif en valeurs mobilières dont il a eu connaissance dans l'exercice de sa mission, de nature :

1° A constituer une violation des dispositions législatives et réglementaires applicables à cet organisme et susceptible d'avoir des effets significatifs sur la situation financière, le résultat ou le patrimoine ;

2° A porter atteinte aux conditions ou à la continuité de son exploitation ;

3° A entraîner l'émission de réserves ou le refus de la certification des comptes.

Les évaluations des actifs et la détermination des parités d'échange dans les opérations de transformation, fusion ou scission sont effectuées sous le contrôle du commissaire aux comptes.

Il apprécie tout apport en nature sous sa responsabilité.

Il contrôle la composition de l'actif et des autres éléments avant publication.

Les honoraires du commissaire aux comptes sont fixés d'un commun accord entre celui-ci et le Président de la Société de Gestion au vu d'un programme de travail précisant les diligences estimées nécessaires.

Il atteste les situations servant de base à la distribution des acomptes.

Ses honoraires sont compris dans les frais de gestion.

Article 8 - Les comptes et le rapport de gestion

À la clôture de chaque exercice, la Société de Gestion établit les documents de synthèse et établit un rapport sur la gestion du Fonds pendant l'exercice écoulé.

La Société de Gestion établit au minimum de façon semestrielle et sous contrôle du Dépositaire, l'inventaire des actifs du Fonds.

La Société de Gestion tient ces documents à la disposition des porteurs de parts dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice et les informe du montant des revenus auxquels ils ont droit : ces documents sont, soit transmis par courrier à la demande expresse des porteurs de parts, soit mis à leur disposition par la Société de Gestion.

TITRE 3 - MODALITÉS D'AFFECTATION DES SOMMES DISTRIBUABLES

Article 9 - Modalités d'affectation des sommes distribuables

Le résultat net de l'exercice est égal au montant des intérêts, arrrages, dividendes, primes et lots, jetons de présence ainsi que tous produits relatifs aux titres constituant le portefeuille du Fonds majoré du produit des sommes momentanément disponibles et diminué des frais de gestion et de la charge des emprunts.

Les sommes distribuables sont :

1° Le résultat net de l'exercice augmenté des reports à nouveau et majoré ou diminué du solde des comptes de régularisation des revenus afférents à l'exercice clos.

2° Les plus-values réalisées, nettes de frais, diminuées des moins-values réalisées, nettes de frais, constatées au cours de l'exercice, augmentées des plus-values nettes de même nature constatées au cours d'exercices antérieurs n'ayant pas fait l'objet d'une distribution ou d'une capitalisation et diminuées ou augmentées du solde du compte de régularisation des plus-values.

La Société de Gestion décide de la répartition des sommes distribuables.

Pour chaque catégorie de parts, le cas échéant, le Fonds peut opter pour l'une des formules suivantes :

- la capitalisation pure : les sommes distribuables sont intégralement capitalisées à l'exception de celles qui font l'objet d'une distribution obligatoire en vertu de la loi ;
- la distribution pure : les sommes sont partiellement ou intégralement distribuées, aux arrondis près ; possibilité de distribuer des acomptes ;
- pour les Fonds qui souhaitent conserver la liberté de capitaliser ou/et de distribuer. La Société de Gestion décide chaque année de l'affectation des sommes distribuables.

La Société de Gestion décide de la répartition des sommes distribuables en fonction de l'affectation des revenus prévue dans le prospectus et pourra, le cas échéant, distribuer des acomptes.

TITRE 4 - FUSION - SCISSION - DISSOLUTION – LIQUIDATION

Article 10 - Fusion - Scission

La Société de Gestion peut soit faire apport, en totalité ou en partie, des actifs compris dans le Fonds à un autre OPCVM qu'elle gère, soit scinder le Fonds en deux ou plusieurs autres fonds communs.

Ces opérations de fusion ou de scission ne peuvent être réalisées qu'après que les porteurs en ont été avisés.

Elles donnent lieu à la délivrance d'une nouvelle attestation précisant le nombre de parts détenues par chaque porteur.

Article 11 - Dissolution - Prorogation

Si les actifs du Fonds demeurent inférieurs, pendant trente jours, au montant fixé à l'article 2 ci-dessus, la Société de Gestion en informe l'Autorité des marchés financiers et procède, sauf opération de fusion avec un autre Fonds commun de placement, à la dissolution du Fonds.

La Société de Gestion peut dissoudre par anticipation le Fonds ; elle informe les porteurs de parts de sa décision et à partir de cette date les demandes de souscription ou de rachat ne sont plus acceptées.

La Société de Gestion procède également à la dissolution du Fonds en cas de demande de rachat de la totalité des parts, de cessation de fonction du Dépositaire, lorsqu'aucun autre dépositaire n'a été désigné, ou à l'expiration de la durée du Fonds, si celle-ci n'a pas été prorogée.

La Société de Gestion informe l'Autorité des marchés financiers par courrier de la date et de la procédure de dissolution retenue. Ensuite, elle adresse à l'Autorité des marchés financiers le rapport du commissaire aux comptes.

La prorogation du Fonds peut être décidée par la Société de Gestion en accord avec le Dépositaire. Sa décision doit être prise au moins 3 mois avant l'expiration de la durée prévue pour le Fonds et portée à la connaissance des porteurs de parts et de l'Autorité des marchés financiers.

Article 12 - Liquidation

En cas de dissolution, la Société de Gestion ou le Dépositaire assume les fonctions de liquidateur ; à défaut, le liquidateur est désigné en justice à la demande de toute personne intéressée. Ils sont investis à cet effet, des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs, payer les créanciers éventuels et répartir le solde disponible entre les porteurs de parts en numéraire ou en valeurs.

Le commissaire aux comptes et le Dépositaire continuent d'exercer leurs fonctions jusqu'à la fin des opérations de liquidation.

TITRE 5 – CONTESTATION

Article 13 - Compétence - Élection de domicile

Toutes contestations relatives au Fonds qui peuvent s'élever pendant la durée de fonctionnement de celui-ci, ou lors de sa liquidation, soit entre les porteurs de parts, soit entre ceux-ci et la Société de Gestion ou le Dépositaire, sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

Caractéristiques environnementales et/ou sociales

DÉNOMINATION DU PRODUIT **ODDO BHF US MID CAP**
IDENTIFIANT D'ENTITÉ JURIDIQUE 969500PU8CLCM4PCIB49

Ce produit financier a-t-il un objectif d'investissement durable ?

Par **investissement durable**, on entend un investissement dans une activité économique qui contribue à un objectif environnemental ou social, pour autant qu'il ne cause de préjudice important à aucun de ces objectifs et que les sociétés bénéficiaires des investissements appliquent des pratiques de bonne gouvernance.

La **taxinomie de l'UE** est un système de classification institué par le règlement (UE) 2020/852, qui dresse une liste d'**activités économiques durables sur le plan environnemental**. Ce règlement ne dresse pas de liste d'activités économiques durables sur le plan social. Les investissements durables ayant un objectif environnemental ne sont pas nécessairement alignés sur la taxinomie.

●● <input type="checkbox"/> Oui	●● <input checked="" type="checkbox"/> Non
<p><input type="checkbox"/> Il réalisera un minimum d'investissements durables ayant un objectif environnemental : S/O</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE <input type="checkbox"/> dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE <p><input type="checkbox"/> Il réalisera un minimum d'investissements durables ayant un objectif social : S/O</p>	<p><input type="checkbox"/> Il promeut des caractéristiques environnementales et sociales (E/S) et, bien qu'il n'ait pas pour objectif l'investissement durable, il contiendra une proportion minimale de 0% d'investissements durables</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> ayant un objectif environnemental dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE <input type="checkbox"/> ayant un objectif environnemental dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE <input type="checkbox"/> ayant un objectif social <p><input checked="" type="checkbox"/> Il promeut des caractéristiques E/S, mais ne réalisera pas d'investissements durables</p>



QUELLES CARACTERISTIQUES ENVIRONNEMENTALES ET/OU SOCIALES SONT PROMUES PAR CE PRODUIT FINANCIER ?

Le Fonds promeut des caractéristiques à la fois environnementales et sociales qui se reflètent dans l'élaboration et la pondération des notations ESG internes du gérant.

Le gérant prendra notamment en compte des critères ESG (environnementaux, sociaux et de gouvernance) dans l'analyse des entreprises. Les notations ESG associent des indicateurs environnementaux (tels que l'efficacité énergétique, les émissions de carbone et les polluants, les emballages durables et les déchets dangereux), sociaux (tels que les relations de travail, la sécurité des produits et la gestion de la chaîne d'approvisionnement) et de gouvernance (tels que la corruption, la diversité du conseil d'administration, la rémunération des dirigeants, la structure de propriété et les droits des actionnaires) en un point de données unique, qui permet d'évaluer les activités et les attributs ESG des sociétés émettrices. Les notations découlent d'analyses externes et internes, incluant un dialogue avec l'entreprise. Elles peuvent également être générées à partir de processus systématiques qui fournissent une évaluation relative du profil ESG d'un émetteur par rapport ses pairs, ou à partir d'une analyse fondamentale réalisée par l'équipe ESG dédiée du gérant.

Les notations ESG sont attribuées sur une échelle de 1 à 5, grâce à une approche « best-in-class ». La meilleure note est 1 ; cette note signifie que l'entreprise est un leader parmi ses pairs en matière de gestion des risques E, S ou G significatifs ou d'intégration des facteurs ESG dans ses pratiques. La plus mauvaise note est 5 ; cette note signifie que l'entreprise est probablement à la traîne par rapport à ses pairs dans la gestion de certains risques E, S ou G significatifs ou l'intégration des facteurs ESG dans ses pratiques. Les émetteurs se voient attribuer des notes individuelles E, S et G, ainsi qu'une note ESG globale.

L'importance des divers facteurs ESG est susceptible de varier en fonction des secteurs ou des entreprises spécifiques. La possibilité de dialoguer directement avec la direction et les membres du conseil d'administration d'un émetteur peut offrir une perspective affinée ou un aperçu différencié des enjeux ESG significatifs.

Quels sont les indicateurs de durabilité utilisés pour mesurer la réalisation de chacune des caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier ?

Les **indicateurs de durabilité** évaluent la mesure dans laquelle les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier sont atteintes.

- Le gérant a pondéré la notation ESG du portefeuille afin d'évaluer la réalisation globale des caractéristiques environnementales et sociales ;
- L'intensité carbone du Fonds (somme des émissions de CO₂ des niveaux 1 et 2 divisée par la somme des chiffres d'affaires des sociétés bénéficiaires des investissements du Fonds).

Quels sont les objectifs des investissements durables que le produit financier entend partiellement réaliser et comment l'investissement durable contribue-t-il à ces objectifs ?

S.O. Le Fonds n'a pas d'objectif d'investissement durable.



Dans quelle mesure les investissements durables que le produit financier entend partiellement réaliser ne causent-ils pas de préjudice important à un objectif d'investissement durable sur le plan environnemental ou social ?

S.O. Le Fonds n'a pas d'objectif d'investissement durable.

Les **principales incidences négatives** correspondent aux incidences négatives les plus significatives des décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité liés aux questions environnementales, sociales et de personnel, au respect des droits

Comment les indicateurs concernant les incidences négatives ont-ils été pris en considération ?

S.O. Le Fonds n'a pas d'objectif d'investissement durable.

Dans quelle mesure les investissements durables sont-ils conformes aux principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et aux principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme ? Description détaillée :

S.O. Le Fonds n'a pas d'objectif d'investissement durable.

La taxinomie de l'UE établit un principe consistant à « ne pas causer de préjudice important » en vertu duquel les investissements alignés sur la taxinomie ne devraient pas causer de préjudice important aux objectifs de la taxinomie de l'UE et qui s'accompagne de critères spécifiques de l'UE.

Le principe consistant à « ne pas causer de préjudice important » s'applique uniquement aux investissements sous-jacents au produit financier qui prennent en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental. Les investissements sous-jacents à la portion restante de ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.

Tout autre investissement durable ne doit pas non plus causer de préjudice important aux objectifs environnementaux ou sociaux.



CE PRODUIT FINANCIER PREND-IL EN CONSIDERATION LES PRINCIPALES INCIDENCES NEGATIVES SUR LES FACTEURS DE DURABILITE ?

Oui, conformément aux dispositions de l'article 8 du règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (SFDR), le Conseiller en investissement prend en compte les risques liés à la durabilité en intégrant des critères ESG (environnementaux et/ou sociaux et/ou de gouvernance) dans son processus de décision d'investissement. Ce processus permet également d'évaluer la capacité du gérant à identifier les incidences négatives de leurs activités en matière de durabilité. Pour de plus amples informations, veuillez consulter le prospectus du Fonds, disponible à l'adresse am.oddo-bhf.com.

Non

QUELLE STRATEGIE D'INVESTISSEMENT CE PRODUIT FINANCIER SUIT-IL ?

L'objectif d'investissement consiste à surperformer l'indice de référence, le S&P MID CAP 400 (converti en euro), sur la durée de placement recommandée de cinq ans ou plus.

Le Fonds est géré de manière discrétionnaire en appliquant le processus d'investissement établi par la société à laquelle la gestion financière a été déléguée :

- Le processus s'appuie sur une stratégie de gestion active basée sur la sélection de titres. Le gérant investit essentiellement dans des sociétés de moyenne capitalisation sous-évaluées affichant de solides historiques de performance et un potentiel de croissance à moyen terme élevé.
- Une préférence sera accordée aux sociétés de moyenne capitalisation (capitalisation comprise entre 2 et 15 milliards USD) qui représentent au moins 60% des actifs nets du Fonds. A titre accessoire, le Fonds peut investir, à concurrence de 10%, dans des sociétés dont la capitalisation est inférieure à 2 milliards USD.
- L'univers d'investissement se compose essentiellement des marchés actions nord-américains (Etats-Unis et Canada), mais inclut également, dans une moindre mesure, les marchés actions de pays non membres de l'OCDE (marchés émergents).
- Le processus d'investissement comporte cinq étapes :

I. Première étape : exclusions sectorielles.

Il s'agit d'appliquer des exclusions strictes à l'égard des entreprises qui ne respectent pas le Pacte mondial des Nations unies, ainsi que des exclusions sectorielles pour les mines de charbon, la production d'électricité à partir du charbon et les projets de développement ou les infrastructures liées au charbon, les armes non conventionnelles (armes chimiques, mines antipersonnel et bombes à fragmentation), le tabac, la production et le traitement non conventionnels du pétrole et du gaz, l'exploitation et la production dans la région arctique, les entreprises actives dans l'industrie de l'huile de palme qui contreviennent aux principes de durabilité et les entreprises qui ont été impliquées dans des manquements graves et des controverses sur le plan environnemental. Des détails concernant la Politique d'exclusion de la Société de gestion, et notamment des informations supplémentaires sur l'intégration ESG et les seuils d'exclusion, figurent sur le site « am.oddo-bhf.com ». Si le Fonds était investi dans une entreprise qui se trouve ensuite exclue de l'univers d'investissement, alors un désinvestissement total est opéré dans les quinze jours ouvrés suivant la décision d'exclusion.

II. Deuxième étape : le gérant filtre l'univers sur la base d'indicateurs de performance économique et financière.

Le gérant privilégie les sociétés en mesure de générer, sur l'ensemble d'un cycle, un ROCE supérieur à la moyenne du secteur et des flux de trésorerie disponibles positifs.

III. Troisième étape : l'analyse fondamentale, visites de sociétés. L'analyse fondamentale des valeurs vise à vérifier que les éléments fondamentaux qui sous-tendent la rentabilité financière de l'entreprise seront préservés, voire améliorés ou retrouvés, dans les années à venir.

Visites de sociétés : le gérant s'efforcera de confirmer la pertinence et la cohérence de la stratégie de l'entreprise, tout changement prévisible au sein du secteur dans lequel la société opère et la sensibilité de l'action à l'environnement macroéconomique ou toute autre thématique susceptible d'influencer les fondamentaux de l'entreprise.

Les gérants de portefeuille prendront notamment en compte des critères ESG (environnementaux, sociaux et de gouvernance) dans l'analyse des entreprises. Les notations ESG associent des indicateurs environnementaux (tels que l'efficacité énergétique, les émissions de carbone et les polluants, les emballages durables et les déchets dangereux), sociaux (tels que les relations de travail, la sécurité des produits et la gestion de la chaîne d'approvisionnement) et de gouvernance (tels que la corruption, la diversité du conseil d'administration, la rémunération des dirigeants, la structure de propriété et les droits des actionnaires) en un point de données unique, qui permet d'évaluer les activités et les attributs

ESG des sociétés émettrices. Les notations découlent d'analyses externes et internes, incluant un dialogue avec l'entreprise. Elles peuvent également être générées à partir de processus systématiques qui fournissent une évaluation relative du profil ESG d'un émetteur par rapport ses pairs, ou à partir d'une analyse fondamentale réalisée par l'équipe ESG dédiée du gérant.

Les notations ESG sont attribuées sur une échelle de 1 à 5, grâce à une approche « best-in-class ». La meilleure note est 1 ; cette note signifie que l'entreprise est un leader parmi ses pairs en matière de gestion des risques E, S ou G significatifs ou d'intégration des facteurs ESG dans ses pratiques. La plus mauvaise note est 5 ; cette note signifie que l'entreprise est probablement à la traîne par rapport à ses pairs dans la gestion de certains risques E, S ou G significatifs ou l'intégration des facteurs ESG dans ses pratiques. Les émetteurs se voient attribuer des notes individuelles E, S et G, ainsi qu'une note ESG globale.

L'importance des divers facteurs ESG est susceptible de varier en fonction des secteurs ou des entreprises spécifiques. La possibilité de dialoguer directement avec la direction et les membres du conseil d'administration d'un émetteur peut offrir une perspective affinée ou un aperçu différencié des enjeux ESG significatifs.

Si tous les émetteurs détenus par le Fonds ne bénéficient pas d'une notation ESG, le gérant veillera à ce que ce soit le cas pour au moins 75% des positions du Fonds. Actuellement, les émetteurs peuvent ne pas être notés par le gérant si (1) un ou plusieurs des éléments fournis par des tiers dans le processus de notation ne couvrent pas l'émetteur, ou si (2) il s'avère compliqué d'identifier avec certitude la société mère de l'émetteur des titres considérés. Les notations ESG correspondent à des appréciations exclusives du gérant, et d'autres sociétés d'investissement ou fournisseurs de données peuvent avoir des opinions différentes.

Le gérant évalue les pratiques de gouvernance des entreprises du portefeuille conformément à la Politique globale d'évaluation de la gouvernance de Wellington Management Group, sur laquelle vous trouverez de plus amples informations ici : <https://www.wellington.com/en/legal/sfdr>.

IV. Quatrième étape: valorisation. Les entreprises sont valorisées à l'aide de deux méthodes: les pairs (ratio cours/bénéfices, rendements, VE/chiffre d'affaires, VE/EBIT, etc.) et l'actualisation des flux de trésorerie disponibles (DCF) sur la base de deux scénarios : un optimiste et un pessimiste. Ces évaluations déterminent les seuils d'achat et de vente.

V. Cinquième étape : construction du portefeuille et évaluation de l'intensité carbone moyenne pondérée (ICMP). Les émissions du périmètre 1 couvrent les émissions directes des sources possédées ou contrôlées. Les émissions du périmètre 2 couvrent les émissions indirectes provenant de la production d'électricité achetée, ou de la vapeur, du chauffage et de la climatisation consommés par la société déclarante.

L'intensité carbone peut être calculée en divisant les émissions de CO₂ des niveaux 1 et 2 par les chiffres d'affaires des sociétés détenues par le Fonds.

Au terme d'un processus strictement « bottom-up », les gérants comparent l'allocation sectorielle et l'intensité carbone du portefeuille à celles de l'indice de référence, le MSCI US MID CAP. Le gérant s'assure que l'évaluation de l'intensité carbone (mesurée en intensité carbone moyenne pondérée) couvre au moins 90% du portefeuille. Les gérants s'assurent que la diversification thématique et sectorielle du portefeuille permet d'éviter une erreur de suivi trop importante et que le portefeuille maintient une intensité carbone (mesurée en intensité carbone moyenne pondérée) inférieure d'au moins 25% à celle de l'indice MSCI US MID CAP. Seules les émissions des périmètres 1 et 2 sont prises en compte.

Si cet engagement n'est pas respecté en raison d'une augmentation ou d'une diminution de la valeur des actifs détenus par le Fonds due aux forces ou aux mouvements du marché, ou à l'exercice de droits de souscription au sein du Fonds, l'équipe de gestion s'efforcera d'y remédier dès que possible – sous 15 jours ouvrés dans des circonstances normales.

L'équipe de gestion tient compte de critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG), mais sans qu'il s'agisse du principal facteur sous-tendant les décisions d'investissement. Par conséquent, les décisions d'investissement peuvent ne pas être compatibles avec des critères ESG.

L'exposition maximale du Fonds à l'ensemble des instruments (actions, titres de créances, fonds d'investissement et produits dérivés) ne pourra dépasser 105% des actifs nets du Fonds, étant précisé que l'exposition maximale est la somme des expositions nettes à chacun des marchés (actions, taux, monétaire) auxquels le Fonds est exposé (somme des positions à l'achat et des positions de couverture).

Quels sont les éléments contraignants de la stratégie d'investissement utilisés pour sélectionner les investissements afin d'atteindre chacune des caractéristiques environnementales ou sociales promues par ce produit financier ?

Exclusions sectorielles :

Les investissements du Fonds excluront les entreprises qui ne respectent pas le Pacte mondial des Nations unies, ainsi que les mines de charbon, la production d'électricité à base de charbon et les projets de développement ou les infrastructures liées au charbon, les armes non conventionnelles (armes chimiques, mines antipersonnel et bombes à fragmentation), le tabac, la production et le traitement non conventionnels du pétrole et du gaz, l'exploitation et la production dans la région arctique, les entreprises actives dans l'industrie de l'huile de palme qui contreviennent aux principes de durabilité et les entreprises qui ont été impliquées dans des manquements graves et des controverses sur le plan environnemental. Si le Fonds était investi dans une entreprise qui se trouve ensuite exclue de l'univers d'investissement, alors un désinvestissement total est opéré dans les quinze jours ouvrés suivant la décision d'exclusion.

Des détails concernant la Politique d'exclusion du gérant, et notamment des informations supplémentaires sur l'intégration ESG et les seuils d'exclusion, figurent sur le site am.oddo-bhf.com.

Construction du portefeuille et évaluation de l'intensité carbone moyenne pondérée (ICMP) :

Au terme d'un processus strictement « bottom-up », le gérant compare l'allocation sectorielle et l'intensité carbone du portefeuille à celles de l'indice de référence, le MSCI US MID CAP. Le gérant s'assurera que l'évaluation de l'intensité carbone (mesurée en intensité carbone moyenne pondérée) couvre au moins 90% du portefeuille. Le gérant s'assure que la diversification thématique et sectorielle du portefeuille permet d'éviter une erreur de suivi trop importante et que le portefeuille maintient une intensité carbone (mesurée en intensité carbone moyenne pondérée) inférieure d'au moins 25% à celle de l'indice MSCI US MID CAP.

La **stratégie d'investissement** guide les décisions d'investissement selon des facteurs tels que les objectifs d'investissement et la tolérance au risque.

Les pratiques de **bonne gouvernance** concernent des structures de gestion saines, les relations avec le personnel, la rémunération du personnel et le respect des obligations fiscales.

Quel est le taux minimal d'engagement pour réduire la portée des investissements envisagés avant l'application de cette stratégie d'investissement ?

Il n'y a pas de taux minimal.

Quelle est la politique suivie pour évaluer les pratiques de bonne gouvernance des sociétés bénéficiaires des investissements ?

La Politique globale d'évaluation de la gouvernance de Wellington Management Group détaille la définition et l'évaluation des pratiques de bonne gouvernance et est disponible sur <https://www.wellington.com/en/legal/sfdr>.



QUELLE EST L'ALLOCATION DES ACTIFS PREVUE POUR CE PRODUIT FINANCIER ?

L'exposition globale du Fonds aux actions de sociétés basées en Amérique du Nord (Etats-Unis et Canada) sera en tout temps supérieure à 70%. Le gérant a la possibilité de sélectionner des titres dans l'univers d'investissement qui ne font pas partie de l'indice de référence. Le gérant investira au moins 60% des actifs nets du Fonds dans des moyennes capitalisations (entre 2 et 150 milliards USD). A titre accessoire, le Fonds peut investir, à concurrence de 10%, dans des sociétés dont la capitalisation est inférieure à 2 milliards USD. Le Fonds peut investir jusqu'à 5% de ses actifs dans les actions de sociétés ayant leur siège dans des pays non membres de l'OCDE (marchés émergents).

L'exposition globale aux marchés actions ne peut dépasser 105% des actifs. Toutefois, le Fonds a l'intention de limiter celle-ci à 100% et de n'atteindre le seuil de 105% que de manière provisoire.

Le Fonds peut investir jusqu'à 30% de ses actifs dans des titres à taux fixe, variable ou révisable (indexés sur les taux obligataires ou monétaires) afin d'optimiser la gestion de sa trésorerie. Ces titres de créance négociables sont libellés en euro et émis par des gouvernements et des entreprises publiques ou des établissements de crédit dans la zone euro ayant une notation supérieure à AA (S&P ou note équivalente, ou selon la notation interne de la Société de gestion).

La Société de gestion ne recourt pas exclusivement et automatiquement aux notations émises par les agences de notation, mais effectue également sa propre analyse interne.

Si la note d'un titre est revue à la baisse, la décision relative au respect des contraintes de notation prendra en compte l'intérêt des porteurs, les conditions de marché et la propre analyse de la Société de gestion relative aux titres obligataires concernés.

Jusqu'à 10% des actifs du Fonds peuvent être investis dans des parts ou des actions d'OPC.

Le Fonds pourra investir dans tous les instruments financiers à terme ou options négociés sur des marchés réglementés, organisés ou de gré à gré en France et dans d'autres pays. Le Fonds peut effectuer des investissements afin de couvrir le risque actions ou de change ou d'augmenter l'exposition du portefeuille aux actions, secteurs ou indices, sans chercher de surexposition (même si l'exposition totale au marché actions peut provisoirement atteindre 105% des actifs nets du Fonds) en vue d'atteindre l'objectif d'investissement défini.

Les instruments utilisés seront des contrats futures, des swaps de devises et des contrats de change à terme.

Le Fonds peut également détenir, à titre accessoire, des obligations convertibles et des bons de souscription afin de s'exposer au risque actions. Ces instruments seront détenus sans recherche de surexposition (l'exposition globale aux marchés actions peut toutefois provisoirement atteindre 105% des actifs nets du Fonds).

Le Fonds peut effectuer des opérations de prise en pension afin de gérer sa trésorerie et d'optimiser ses revenus.

Les opérations éventuelles d'achat ou de vente temporaire de titres seront réalisées aux conditions de marché et à concurrence de 100% des actifs nets du Fonds.

Comment l'utilisation de produits dérivés atteint-elle les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier ?

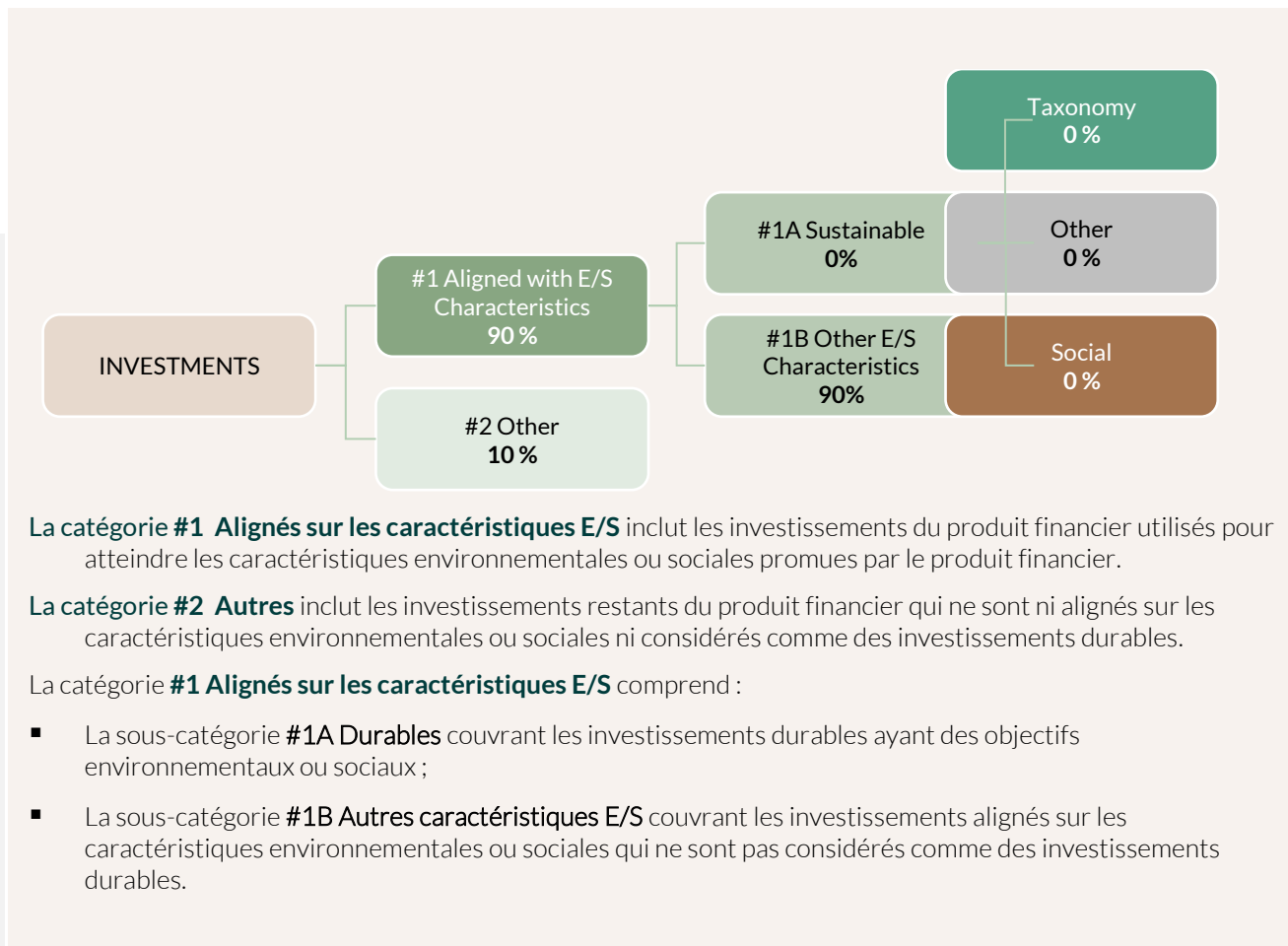
L'allocation des actifs décrit la part des investissements dans des actifs spécifiques.

Les activités alignées sur la taxinomie sont exprimées en pourcentage :

- du chiffre d'affaires pour refléter la part des revenus provenant des activités vertes des sociétés bénéficiaires des investissements ;

- des dépenses d'investissement (CapEx) pour montrer les investissements verts réalisés par les sociétés bénéficiaires des investissements, pour une transition vers une économie verte par exemple ;

- des dépenses d'exploitation (OpEx) pour refléter les activités opérationnelles vertes des sociétés bénéficiaires des investissements.



La catégorie #1 Alignés sur les caractéristiques E/S inclut les investissements du produit financier utilisés pour atteindre les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier.

La catégorie #2 Autres inclut les investissements restants du produit financier qui ne sont ni alignés sur les caractéristiques environnementales ou sociales ni considérés comme des investissements durables.

La catégorie #1 Alignés sur les caractéristiques E/S comprend :

- La sous-catégorie #1A Durables couvrant les investissements durables ayant des objectifs environnementaux ou sociaux ;
- La sous-catégorie #1B Autres caractéristiques E/S couvrant les investissements alignés sur les caractéristiques environnementales ou sociales qui ne sont pas considérés comme des investissements durables.

Comment l'utilisation de produits dérivés atteint-elle les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier ?

Aucun produit dérivé n'est utilisé pour améliorer l'alignement ESG ou réduire le risque ESG. Dans le cadre de sa stratégie d'investissement, le Fonds est autorisé à utiliser des produits dérivés à des fins de couverture.

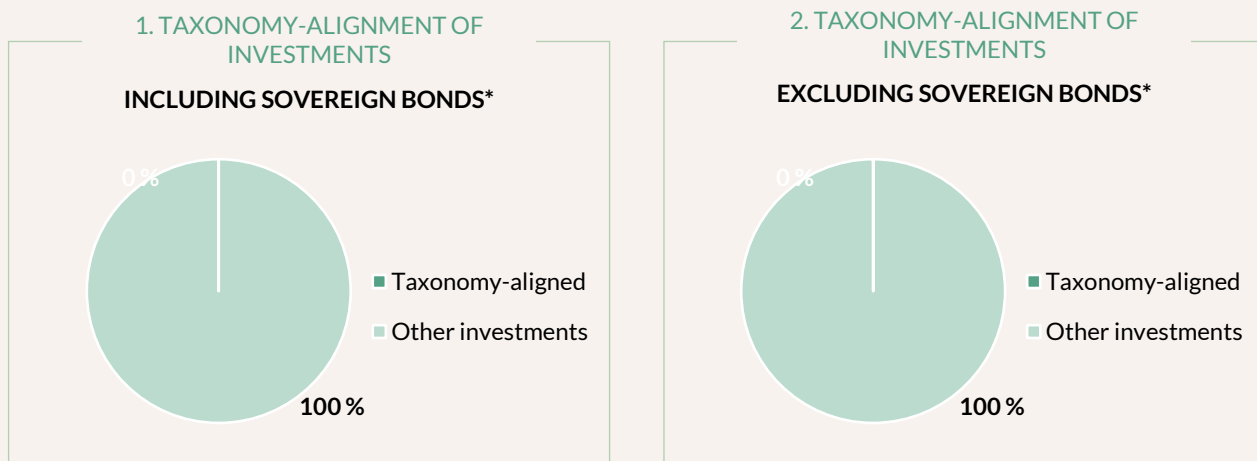


Dans quelle mesure minimale les investissements durables ayant un objectif environnemental sont-ils alignés sur la taxinomie de l'UE ?

Les **activités habilitantes** permettent directement à d'autres activités de contribuer de manière substantielle à la réalisation d'un objectif environnemental.

Les **activités transitoires** sont des activités pour lesquelles il n'existe pas encore de solutions de remplacement sobres en carbone et, entre autres, dont les niveaux d'émission de gaz à effet de serre correspondent aux meilleures performances réalisables.

Les deux graphiques ci-dessous font apparaître en vert le pourcentage minimal d'investissements alignés sur la taxinomie de l'UE. Etant donné qu'il n'existe pas de méthodologie appropriée pour déterminer l'alignement des obligations souveraines* sur la taxinomie, le premier graphique montre l'alignement sur la taxinomie par rapport à tous les investissements du produit financier, y compris les obligations souveraines, tandis que le deuxième graphique représente l'alignement sur la taxinomie uniquement par rapport aux investissements du produit financier autres que les obligations souveraines.



* For the purpose of these graphs, 'sovereign bonds' consist of all sovereign exposures

Quelle est la part minimale d'investissements dans des activités transitoires et habilitantes ?

La part minimale d'investissements dans des activités transitoires et habilitantes s'élève à 0%.



Le symbole représente des

investissements durables ayant un objectif environnemental qui **ne tiennent pas compte des critères** applicables aux activités économiques durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE.



Quelle est la part minimale d'investissements durables ayant un objectif environnemental qui ne sont pas alignés sur la taxinomie de l'UE ?

Il n'existe pas de part minimale d'investissements durables ayant un objectif environnemental, mais le Fonds peut effectuer des investissements ayant un objectif environnemental.



Quelle est la part minimale d'investissements durables sur le plan social ?

Il n'existe pas de part minimale d'investissements durables ayant un objectif social, mais le Fonds peut effectuer des investissements ayant un objectif social.



Quels investissements sont inclus dans la catégorie « #2 Autres », quelle est leur finalité et existe-t-il des garanties environnementales ou sociales minimales ?

Les investissements inclus dans la catégorie « #2 Autres » sont des produits dérivés et d'autres actifs détenus à titre accessoire.



UN INDICE SPECIFIQUE A-T-IL ETE DESIGNE COMME INDICE DE REFERENCE POUR DETERMINER SI CE PRODUIT FINANCIER EST ALIGNE SUR LES CARACTERISTIQUES ENVIRONNEMENTALES ET/OU SOCIALES QU'IL PROMEUT ?

L'indice de référence du Fonds est le S&P MID CAP 400®. L'indice ci-dessus est un indice de marché large dont la composition ou la méthodologie de calcul ne tiennent pas nécessairement compte des caractéristiques ESG promues par le Fonds. Par ailleurs, le Fonds suit l'indice MSCI US MID CAP afin de mesurer la réalisation des caractéristiques environnementales promues par le Fonds.

Les **indices de référence** sont des indices permettant de mesurer si le produit financier atteint les caractéristiques environnementales ou sociales qu'il promeut.

Comment l'indice de référence est-il en permanence aligné sur chacune des caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier ?

L'indice de référence n'est pas aligné sur les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier. Les caractéristiques environnementales et sociales sont couvertes uniquement par la stratégie d'investissement ESG du Fonds.

Comment l'alignement de la stratégie d'investissement sur la méthodologie de l'indice est-il garanti en permanence ?

L'administrateur de l'indice de référence ne contrôle pas la conformité de l'indice ou de ses composantes aux critères ESG. Les risques ESG des émetteurs et leurs efforts pour promouvoir les objectifs ESG sont pris en compte dans le Fonds par l'intermédiaire de sa stratégie d'investissement.

En quoi l'indice désigné diffère-t-il d'un indice de marché large pertinent ?

L'indice ci-dessus est un indice de marché large dont la composition ou la méthodologie de calcul ne tiennent pas nécessairement compte des caractéristiques ESG promues par le Fonds. Pour une description de la méthodologie utilisée pour calculer l'indice, veuillez consulter le site Internet de MSCI à l'adresse : <http://us.spindices.com/indices/equity/sp-400>.



OU PUIS-JE TROUVER EN LIGNE D'AVANTAGE D'INFORMATIONS SPECIFIQUES AU PRODUIT ?

De plus amples informations sur le produit sont accessibles sur le site Internet :

De plus amples informations sur le produit sont accessibles sur le site Internet : am.oddo-bhf.com.